

Sahara Occidental:

voir page 12

# L'INDEPENDANCE C'EST NOTRE COMBAT

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

# Le quotidien du peuple

MERCREDI

17

MARS

1976

N° 137

1,50 F

Belgique : 15 F

Commission paritaire n° 56 942

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

## LE PRINTEMPS SERA CHAUD !

A moins d'une semaine du printemps, les signes avant-coureur d'un renouveau des luttes de toutes les couches du peuple se multiplient.

- Rhône Poulenc : après la séquestration du patron à l'usine de Péage de Roussillon, c'est tous les travailleurs du trust qui ont fait grève hier pour protester contre les 4 000 licenciements prévus. Un peu partout les luttes contre le chômage et les licenciements éclatent ou se poursuivent depuis de longues semaines comme à Fougères.

- 400 Francs pour tous réclament les ouvriers de Bourgogne Electronique en écho aux travailleurs des cycles Peugeot partis en grève pour les 300 Francs. De même, importantes revendications de salaires pour les travailleurs de la SNAV qui luttent aussi pour le respect de l'ouvrier.

- A Michelin les grèves tournantes commencent à prendre de l'extension dans tout le trust et la journée d'action de jeudi se prépare. A Général Motors grève contre les cadences...

Grèves tournantes, usines occupées, manifestations de rue, (auxquelles il faut ajouter les journées d'action convoquées par les confédérations cette semaine) ! Les protestations de la classe ouvrière contre la politique de crise, commencent à converger !

En même temps se dessinent ou s'annoncent d'autres mouvements. Les paysans dure-

ment réprimés par l'offensive policière de la bourgeoisie, préparent de nouvelles luttes. Ni l'assassinat de 2 des leurs à Epinal et à Montredon, ni les miettes lâchées à Bruxelles lors des négociations des 9, ne peuvent endiguer le mécontentement paysan ; une journée d'unité ouvriers-paysans se prépare pour le mois d'avril dans le midi viticole.

Les étudiants, dans plus d'une vingtaine de facultés, ont engagé la lutte contre la répression du 2ème cycle et la main mise directe du patronat sur la formation des étudiants. Ni chômeurs ni cadres au service des patrons, réclament les étudiants pour leur avenir, recherchant en de nombreux endroits l'unité avec les travailleurs. Hier les lycéens protestaient de même contre le nouvel habillage de la réforme Haby, véritable adaptation sur le dos des fils de travailleurs de l'école au capitalisme en crise !

Face au renouveau de ces luttes, la bourgeoisie et son actuel gouvernement font en de multiples occasions la démonstration de leur faiblesse, et de leur incapacité à solutionner la crise. La chute libre aux cantonales, et le fiasco monétaire de ce début de semaine, rappellent opportunément la série d'échecs qu'en moins de 2 ans le Giscardisme vient d'enregistrer. Et la gauche qui se pavanne pour son succès électo-



Rhône-Poulenc, cycles Peugeot

• pour de meilleurs salaires • contre les licenciements

### FOYER CONTRE LES MAGISTRATS PROGRESSISTES

Voir page 5

### Flottement du Franc : LA FAIBLESSE DE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS MISE A NU !

Voir page 8

### CHINE la campagne contre la droite

Voir page 9

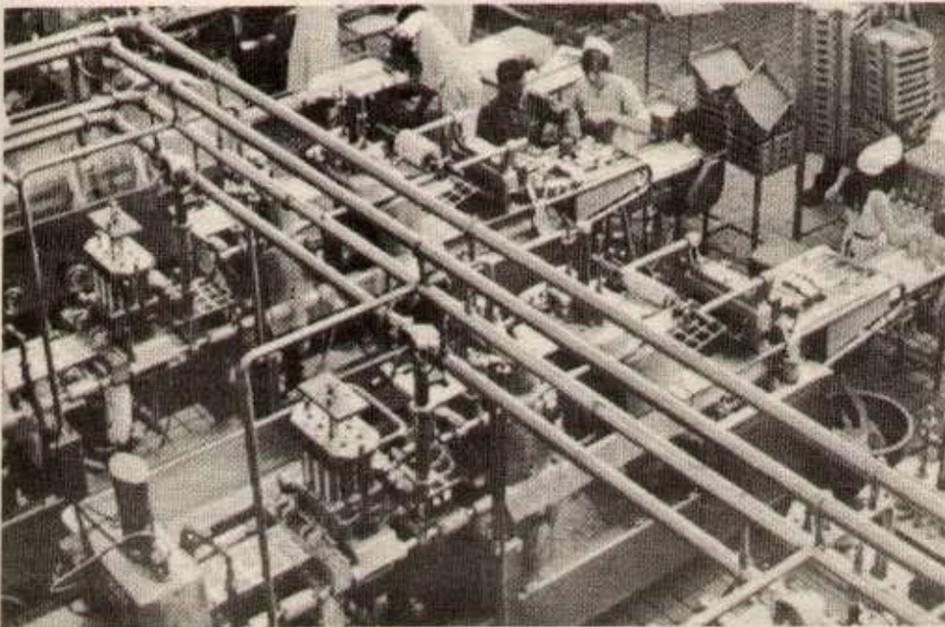
#### SOMMAIRE :

- Les industries alimentaires ou «comment c'est fabriqué» -P2-
- Les étudiants en lutte, les lycées manifestent Grève dans les centres anti-cancéreux -P3-
- «L'insécurité dans les immeubles» : 4 morts à Bondy dans un incendie -P5-
- Interdiction du FRAP en France -P6-
- Wilson démissionne : une manœuvre de couloir. La conférence sur le droit des mers -P7-

# ENQUÊTE

## CE QU'ON FAIT MANGER AUX FRANÇAIS

### (14) LES INDUSTRIES ALIMENTAIRES OU « COMMENT C'EST FABRIQUÉ ? »



La moitié des aliments que nous consommons proviennent des industries agro-alimentaires. Encore est-ce un chiffre moyen, qui est largement dépassé pour les habitants des grandes villes.

Dans ce que mangent les Français, la part des aliments « naturels » ne cesse de décroître au profit des conserves, surgelés et aliments « élaborés ».

D'où cela vient-il ?

De l'urbanisation tout d'abord : autrefois, quand la France était essentiellement rurale, chaque région pouvait grosso modo se suffire à elle-même du point de vue alimentaire, et le commerce entre les régions servait surtout à diversifier l'alimentation.

De nos jours, il est inimaginable que les environs des grandes métropoles suffisent à nourrir Paris, Lyon, Marseille, Lille. Les produits alimentaires ne parviennent à ces villes qu'après un circuit complexe, d'où la nécessité de pouvoir les conserver un certain temps.

Mais il y a d'autres raisons qui tiennent plus précisément au mode de vie imposé aux masses travailleuses des grandes villes. L'allongement du temps de transport, la généralisation de la journée continue, l'extension du système des 3x8 ou des 4x8, tout cela réduit le temps disponible pour faire des courses, et la cuisine. La politique d'expansion que la bourgeoisie a menée depuis les années 60 oblige les travailleurs à réduire au minimum le « temps perdu ». C'est pourquoi, à l'époque gaulliste, les IVème et Vème Plans ont intensifié la rationalisation de l'industrie agro-alimentaire : il s'agissait de préparer les plats que les travailleurs et les travailleuses n'auraient plus le temps de cuisiner.

Bien sûr, les progrès de l'industrie agro-alimentaire ont permis de simplifier les tâches ménagères. Mais le temps gagné, le capitalisme l'annule par l'allongement des temps de travail et de transport.

### Discussion avec des travailleurs de la laiterie St-Hubert

La qualité des produits que le capitalisme nous fait manger, ce n'est pas seulement une question de procédé de fabrication des ingrédients nécessaires à sa fabrication, c'est aussi le problème des conditions d'hygiène pendant la fabrication ainsi que des conditions de travail, des cadences. C'est ce que nous avons voulu examiner au cours d'une discussion avec Marie et Antoine qui ont travaillé tous les deux à la laiterie Saint Hubert près de Nancy.

**Quotidien du Peuple :** Quelles sont les conditions de travail dans cette laiterie ?

Marie : C'est assez différent suivant les services, mais j'ai travaillé au conditionnement du lait, on faisait des « briques » - des berlingots - quand certaines étaient mal faites, qu'elles coulaient, on récupérait le lait dans un bac. Quelque fois il y en avait bien

25 litres, mais dans ce bac, il y avait aussi de l'huile des machines qui coulait. Le chef faisait tout remettre dans un bidon et renvoyait à la stérilisation.

**QdP :** Quand le lait arrive, qu'est-ce qui se passe, quels traitements subit-il ?

Marie : Quand il arrive, le lait doit être pasteurisé dans les 24 heures, mais comme le manque de personnel est important, ça attend des fois deux jours. Il faut dire que le personnel qui travaille là, possède une certaine qualification. Les gars doivent nettoyer les cuves, surveiller la pasteurisation, répartir ensuite le lait dans les divers secteurs de l'usine.

Il y a plusieurs procédés de pasteurisation, en cuve ou alors pour le lait, la pasteurisation une fois qu'il est mis en bouteille. Le lait est mis dans des bouteilles plastiques, puis celles-ci sont

placées dans une chambre chaude, une espèce de four, et la température est portée à une centaine de degrés. Avec ce procédé, on doit sûrement retrouver du plastique dans le lait.

**QdP :** Au cours de la fabrication, il y a pourtant quelques contrôles ?

Marie : Oui, il y a deux sortes de contrôles. Il y a d'abord ceux qui sont effectués au cours de la production, par prélèvements réguliers sur les chaînes - si les filles qui travaillent au labo n'ont pas trop de boulot - pour mesurer le taux de matière grasse, de microbes, etc... Et puis, il y a un contrôle systématique pour payer les paysans qui donnent leur lait, là aussi sur le taux de matières grasses, de germes, c'est d'après ce contrôle qu'ils sont payés, alors là, on ne leur laisse rien passer. Il faut dire que le lait même vendu sous l'étiquette

Antoine : Pour les producteurs qui vendent leur lait, le contrôle est assez sévère - ils sont payés d'après cela - mais par contre à la production il y a quelquefois un nombre de germes important, mais on continue quand même.

**QdP :** Comment les installations sont-elles nettoyées ?

Antoine : On utilise divers produits comme la soude et aussi de l'acide nitrique, mais ça aussi il en reste dans les installations. Une fois, un gars qui venait d'être embauché n'était pas trop au courant, il a mis trop de soude et après les flans piquaient. Il a fallu rechercher tous ceux qui étaient dans ce cas pour les enlever.

Marie : Moi aussi, j'ai un témoignage à apporter là-dessus. C'était aussi un gars nouvellement embauché, on lui avait dit de nettoyer les

### Rationalisation des industries agro-alimentaires

Celles-ci se sont considérablement transformées au cours des 15 dernières années. Pendant l'après guerre, elles étaient extrêmement dispersées : un très grand nombre de petites entreprises, réparties à peu près également sur l'ensemble du territoire ; plutôt aux environs des lieux de production agricole que des lieux de consommation comme les grandes villes. C'était l'héritage d'une époque où l'essentiel de la production agro-alimentaire était consommé dans la région même.

Depuis la période gaulliste, la politique suivie a été d'accélérer la transformation de ces entreprises régionales en entreprises de carrure nationale, et donc d'accélérer les concentrations. Il y en eut 111 en 1972, 115 en 1973. En ce qui concerne les industries laitières, il y avait 6 000 entreprises en 1958, il n'y en a plus que 2 800 en 1974. A l'heure actuelle, 365 groupes agro-alimentaires contrôlent 80 % du chiffre d'affaire total. Un groupe comme BSN Gervais Danone réalise un chiffre d'affaires supérieur à 9 milliards, Perrier et Lesieur dépassent chacun les deux milliards.

Comme c'est la règle en système capitaliste, cette politique s'est traduite pour les travailleurs par de nombreux licenciements. Pour le seul secteur de la bière dans la région parisienne et dans une période récente, les travailleurs de Valstar et de Dumesnil en ont fait les frais.

### le Champagne...

Les travailleurs qui font parfois la dépense d'une bouteille de champagne pour fêter quelque heureux événement ignorent souvent que, pour être un luxe, il n'en est pas pour autant à l'abri des trafics !

Malgré le prestige dont il jouit, le champagne n'est pas à l'abri des trafics et des manipulations douteuses. D'abord, il faut savoir que très souvent le champagne vendu dans les supermarchés est de mauvaise qualité même s'il est arrivé en bon état. Les bouteilles sont en effet exposées sur des rayons, placées debout, à la chaleur. Le bouchon n'étant plus en contact avec le liquide, il sèche et la bouteille perd son étanchéité, ce qui fait que le vin est éventé. D'autre part, les grandes

maisons qui sont des entreprises capitalistes mettent la productivité avant la qualité du produit. Ainsi il arrive que du vin contenu dans des fûts en mauvais état se détériore, et devienne... bleu ! La solution adoptée est alors de lui ajouter un décolorant de même que lorsqu'on a mis trop d'acide sulfureux et que le vin devient jaune.

Pendant l'hiver, afin que le champagne ne gèle pas, on lui fait subir un traitement anti-gel ou bien on lui ajoute de l'acide métatartrique pour éviter un éventuel dépôt de vin pierre. Il existe pourtant des vins de champagne de bonne qualité, à un prix inférieur à ceux des grandes maisons trafiqueuses.

Michel LORI



« lait entier » est écrémé. Tout le lait qui arrive n'a pas le même taux de matière grasse (suivant la saison, le lieu de production), alors il est écrémé pour le ramener à une certaine proportion. C'est une source de profits supplémentaires, le patron vend du lait entier sur lequel il n'y a aucune opération et en plus il récupère de la crème.

cuvés en inox à l'acide nitrique et pour cela on lui avait donné une brosse. Il risquait de prendre des gouttes, des projections d'acide dans la figure ou même dans l'œil. En plus il travaillait sans gants.

**QdP :** Que pensent les travailleurs des produits qu'ils fabriquent ?

Marie : Les filles disent par

exemple, les flans on n'en mange pas c'est trop dégueulasse. Au beurre aussi, c'est scandaleux, dans les moments de bourre, quand il y a trop de boulot, il y a des bacs de beurre qui restent comme ça, même pas protégés de la poussière pendant un ou deux jours quelque fois. Tout ça c'est à cause des cadences. Le patron ne

veut pas embaucher de personnel.

Antoine : Pour le beurre par exemple, on s'aperçoit de trucs scandaleux. Les emballages différents sont sur le même beurre et bien sûr, ils ne sont pas vendus au même prix. Il arrive aussi que l'emballage porte la mention « beurre de tel région » mais en fait il est fabriqué avec du beurre du coin.

Marie : On rigole aussi quand on voit la publicité pour les yaourts soi-disant aux « fruits frais ». Je n'ai jamais vu un fruit frais dans les yaourts dit aux fruits, c'est en fait de la confiture ou des fruits en conserves qu'il y a dedans.

Antoine : Le problème c'est celui des cadences, de la production qu'il faut faire. Par exemple, pour les yaourts, dans des cuves on mélange le ferment, du lait écrémé, du lait en poudre, etc... tout ça est mis en pot et puis mis dans une chambre chaude pour que la fermentation se fasse. Dans les coups de bourre, les yaourts ne restent pas longtemps à la chambre chaude, ils passent rapidement à la chambre froide.

# INFORMATIONS GÉNÉRALES

## LES ETUDIANTS EN LUTTE

### LES LYCEENS MANIFESTENT

Aujourd'hui, journée nationale d'action des facultés en grève. Une des victoires de la coordination du 6 mars dernier a été d'imposer que cette journée de mobilisation soit d'abord développée régionalement. L'UNEF (AJS) proposait au contraire de faire une mobilisation centrale à Paris. Ces deux propositions relèvent bien de conceptions radicalement opposées sur la manière dont les étudiants peuvent populariser leur lutte. D'un côté, il s'agit simplement d'une démonstration qui entretient le ghetto au sein même de la lutte, un simple défilé sans contact réel avec la population, rien d'autre qu'une opération politique. De l'autre, en donnant une extension de la popularisation d'abord régionalement, on peut développer la dénonciation de la réforme du second cycle sur des bases beaucoup plus concrètes, puisque la main-mise du patronat sur les filières, sur les débouchés se met en place principalement entre les industries de la région et l'université, ainsi à Grenoble Merlin-Gérin, à Nancy St-Gobain, etc.

Il est clair aux yeux de tous que demain se joue en grande partie l'avenir de la lutte après Pâques. Si la nécessité du soutien des travailleurs pour faire abroger la réforme est aujourd'hui une aspiration largement répandue, il reste encore bien des obstacles

pour que cette aspiration se transforme en initiatives concrètes massivement. Bien souvent encore cette volonté de se lier aux travailleurs reste velléitaire.

Ces hésitations sont le reflet de la difficulté à répondre à cette question : sur quelles bases gagner le soutien des travailleurs ? Suffit-il d'évoquer la réalité partagée du chômage ? Mais qu'y a-t-il de commun entre un futur cadre menacé par le chômage et un ouvrier au chômage ?

Dans un nombre encore limité de facultés, les points de vue ont pu avancer sur cette question, ainsi, à Grenoble, des diffusions ont eu lieu sur les entreprises en lutte, à Lyon, des ouvriers ont tenu des meetings à l'INSA et en face de lettres. Que ressort-il de ces premières expériences, que les travailleurs sont prêts à soutenir les étudiants si la voie anticapitaliste continue de s'affirmer. Parce qu'elle va permettre la discussion sur le terrain en fonction d'éléments précis sur les débouchés proposés localement, débouchés que les travailleurs connaissent dans leur exploitation quotidienne, la journée d'aujourd'hui est décisive.

Le soutien des travailleurs est-il possible ? A quelles conditions ? Quelques jours avant les vacances de Pâques, la résolution de ces questions est plus que jamais un besoin du mouvement.

Plusieurs assemblées générales se sont tenues, mardi matin, dans les lycées et CET parisiens. Rappelons que l'UNCAL avait décidé d'organiser, ce jour, une manifestation croupion, prétexte pour elle de déplier ses banderoles devant le ministère de l'éducation nationale. A Voltaire, l'assemblée générale rassemblait dès 8 h. plus de 200 élèves. Elle devait être initialement le moyen pour l'UNCAL de canaliser les élèves vers son cortège. Pour cela tous les arguments furent employés : des militants de l'UNCAL allant jusqu'à affirmer qu'aucune de leurs banderoles ne serait présente dans le défilé. La manœuvre échoua : les lycéens décidèrent de manifester l'après-midi de façon autonome et sur leurs propres mots d'ordre de lutte. Plusieurs autres lycées furent alors contactés pour se rassembler devant Voltaire à 14 h. La manifestation regroupa au début 200 élèves renforcée d'ail-



leurs par une importante partie de la délégation de Bergson qui s'appretait, faute de mieux, à participer à la manif de l'UNCAL. Les manifestants intervinrent dans les classes des lycées Arago,

Ravel et du CET Boule pour se retrouver à plus de 600 devant le lycée Hélène Boucher, scandant « réforme Haby, réforme du Capital ! », « sélection, répression, c'est la loi des patrons ! » et

appelant à participer à la manifestation étudiante-lycéenne de cet après-midi gare du Luxembourg.

correspondant UCJR Voltaire

## en bref... en bref... en bref... en bref...

### ● CLERMONT-FERRAND

Les étudiants de droit et sciences économiques sont en grève contre la réforme, mais aussi contre la partition de l'université. Lundi, ils ont retenu dans son bureau le doyen qui avait dans une lettre annoncé qu'aucune réduction

de programme ne serait faite pour les examens, pour lui demander des explications. Les étudiants ont dû affronter les forces de l'ordre, qui sont intervenues dans la soirée en présence du recteur pour « libérer » le doyen. Trois étudiants ont été blessés dans les violents affrontements. Plusieurs

étudiants ont aussi été interpellés.

### ● BORDEAUX

Le 12 mars, le directeur de l'Institut d'Etudes Politiques avait fermé l'établissement à cause de la grève. Dans l'après-midi du 15, les étudiants l'ont réoccupé et ont eu une

discussion avec le président de l'université.

### ● AMIENS

Les étudiants de l'Institut Universitaire de Technologie ont occupé lundi après-midi les locaux de la Chambre patronale. Ils réclament la reconnaissance de leur diplôme sur le plan national.

## Communiqué du Comité de Grève de la fac d'Amiens université en grève, pas de vacances pour la lutte

Des étudiants et des enseignants en grève ont décidé de poursuivre leur occupation des locaux et l'animation de la grève pendant les « vacances » de Pâques. Alors que le pouvoir attendait les vacances pour laisser pourrir la lutte, cette décision, même si elle n'a pas été prise à l'unanimité montre la détermination des facultés. Elle peut aussi ouvrir beaucoup plus l'animation sur la ville. Le comité de coordination des comités de grève a appelé les lycéens, les travailleurs et toute la population à participer aux ateliers organisés dans les facs, des débats sont prévus. Une suggestion à faire : élargir la crèche à tous les enfants des travailleurs car les gosses eux, sont en vacances si leurs parents sont au boulot. Le chantage aux examens de Saunier Seïté ne marche pas, poursuivre la lutte pendant les vacances scolaires, en profiter pour ouvrir la faculté en grève aux travailleurs et forger une réelle solidarité étudiants/ouvriers. Il n'y a pas de vacances pour faire céder les patrons.

## Faculté de Clignancourt en lutte

Fermée depuis trois jours, la faculté de Clignancourt a rouvert ses portes ce matin. A « l'accueil », plus de 50 vigiles contrôlant les entrées, provoquant les étudiants.

La majorité des étudiants et des professeurs ont refusé de faire cours dans ces conditions. En fin d'après-midi, les vigiles ont chargé les étu-

dants dans les escaliers ; un étudiant évadé a été piétiné et une étudiante a dû être reconduite chez elle après avoir reçu plusieurs coups à la tête.

La seule réponse de l'administration c'est la répression. Malgré cela, la lutte continue, Assemblée Générale demain matin mardi.

comité de grève de Clignancourt

Depuis le 10 mars, le personnel des centres anti-cancéreux Gustave Roussy à Villejuif, René Huguenin à Saint-Cloud, et Curie à Paris, est en grève. Ces trois centres, privés, ont été suivis par d'autres centres en France, Léon Bérard à Lyon, Paul Papin à Angers, CRAC à Toulouse.

Ces centres sont en fait des centres de traitement contre le cancer, et les salaires et conditions de travail du personnel (infirmières, personnel de service...) ne sont pas plus enviables que dans les hôpitaux de l'Assistance Publique. Au Centre Gustave Roussy, par exemple, les syndicats ont demandé la création de 80 postes urgents, 30 seulement ont été accordés. Mais ce qui inquiète le plus le personnel de ces centres, c'est l'éventualité de leur rattachement à l'Assistance Publique, qui entraînerait nécessairement des licenciements et une nouvelle aggravation des conditions de travail.

Jusqu'à présent, les modalités d'action ont consisté à faire la grève du pointage, et d'un certain nombre de formalités administratives, dont la codification des actes externes (c'est-à-dire des soins donnés à des malades qui ne sont pas en traitement dans le centre), ce qui revient à ne pas faire payer ces malades. A noter que FO refuse cette

dernière forme d'action, la seule pourtant qui puisse inquiéter la fédération patronale. Au Centre Huguenin de Saint-Cloud, l'assemblée générale a décidé de faire une grève totale demain (les soins seront assurés comme pour un dimanche), tandis que le personnel de Villejuif bloque, ce matin, la nationale 7. Beaucoup de grévistes (la grève est suivie à plus de 80 %) souhaitent un durcissement, c'est-à-dire des formes d'actions qui gênent vraiment le patronat hospitalier, ce qui n'est pas du goût de certaines directions syndicales.

Le seul fait que se développe un mouvement de grève dans un secteur jusqu'ici considéré comme privilégié est significatif. Son importance est aussi d'un autre ordre, car il touche ce fléau social qu'est devenu le cancer, qu'il dénonce une semaine après « l'appel à la charité publique », l'hypocrisie de la bourgeoisie en matière de lutte contre le cancer.

## GRÈVE DANS LES CENTRES ANTI-CANCÉREUX

### LES REVENDICATIONS INTERSYNDICALES

- Application des mesures Veil (augmentation de 250 F) pour tout le personnel.
- Retraite à 60 ans (elle est à 65 ans).
- Attribution de jours supplémentaires pour soigner les enfants malades.

### COMMENT SE FAIRE DE L'ARGENT SUR LE THÈME DU CANCER

Depuis dix ans, le centre Gustave Roussy doit être reconstruit. Poniatowski, alors ministre de la Santé en avait fait la promesse ferme. A l'origine, le gouvernement devait le financer à 50 %. Aujourd'hui, il n'est plus question que de 4 %, le reste étant à la charge de la Sécurité Sociale. Ce qui fait que par le biais de la TVA, le gouvernement récupérera six fois les crédits qu'il aura consenti...

## en bref...

Le jeudi 29 mars sera une journée ville-morte dans tout le midi viticole. Un grand rassemblement aura lieu à Montpellier. Cette décision a été prise en commun par les comités d'action viticole, la C.G.T., la C.F.D.T., la F.E.N., le CID-UNATI.

Le P.C.F. veut que le P.S. lui donne la présidence du conseil général de l'Allier, bien qu'il n'ait que 9 élus et le P.S. 10, parce que ses candidats ont recueilli le plus grand nombre

de voix proportionnelle.

Mitterrand se rendra le 25 mars à Carcassonne pour rencontrer les représentants des viticulteurs et s'entretenir avec eux de leurs problèmes.

Le plan anti-pollution a été déclenché à Ouessant pour essayer de détruire le mazout qui s'était échappé du pétrolier Olympic Bravery cassé en 2 par la tempête au début du week-end dernier.

# OUVRIERS ET PAYSANS

Rhône Poulenc Textile :

## A L'ACTION POUR DÉFENDRE L'EMPLOI

Rhône-Poulenc Textile, c'est deux sièges sociaux (Paris pour la gestion, Venissieux pour la recherche) et 17 usines (Givet, Gauchy, Colmar, Besançon, Vaise, Péage, Valence, La Voulté, Roanne, Arras, Bezon...). En tout, c'est encore 22% du chiffre d'affaire du trust de Renaud Gillet. La chute des marchés de la rayonne, de la fibranne et les conséquences de la retombée du brevet de production du Nylon dans le domaine public ont peu à peu amené le groupe Rhône Poulenc à réorienter l'activité textile, au prix de liquidation en chaîne des unités de l'ancienne CTA et de la Rhodiaceta.

Maintenant, c'est le secteur du Péage de Roussillon (production d'acétate qui est restructurée sauvagement : 575 emplois touchés sur un ensemble de 3000 menacés !



La restructuration, c'est aussi les femmes raménées à des emplois à mi-temps, le chômage partiel qui recommence par secteurs entiers. Pour les employés du groupe, depuis le 1<sup>er</sup> mars, la Convention du Textile Artificiel n'est plus respectée à l'occasion du passage à 38 heures (auparavant, de telles réductions étaient compensées à 90%). Cela se traduit par une perte de salaire de plus de 5%. Sans compter qu'aucune augmentation de salaire compensatrice n'est programmée pour 76.

A Rhodia Belle Etoile : mardi 16 mars, il y a eu 4 heures de débrayages en fin de poste «en soutien à RPT». Ce n'était pas assez mobilisateur : des gars rentraient chez eux... Mais le débrayage lui-même était massif et une manifestation a eu lieu à Lyon (Place des Terreaux). La proposition de bloquer le

portail a été repoussée ; une délégation par contre est descendue à Péage. Les ouvriers y étaient eux aussi en manifestation. Un certain flottement se fait jour : Lachaussay (le directeur adjoint) a pu repartir facilement. Pourtant il représentait la direction parisienne et avait les pleins pouvoirs, mais les responsables de la CGT se sont opposés à ce qu'on le «retienne» plus longtemps. «Pourtant si les flics venaient ce serait un bon gage» disaient des travailleurs... L'occupation risque d'être remise en cause, aujourd'hui. Le problème de la coordination des actions a pesé déjà lourd, bien que plusieurs unités de RPT aient été en grève hier. Une réunion des responsables CFDT de Rhône Poulenc SA (toutes branches) s'est tenue mardi à St-Fons pour envisager l'extension de la lutte et ses moyens.

## en bref... en bref...

### Lutte anti-cumulard en Bresse

Le 9 mars à Dijon, l'affaire Hennetier de Bruailles a passé en cour d'appel. Hennetier, ce marchand de grains de Hte-Saône se prend d'idée de devenir «paysan». Il y a 3 ans, il décide de louer 13 ha de terres sur la commune de Bruailles, près de Louhans. Et pour les avoir, il les loue au prix fort.

Mais les petits paysans en décident autrement, eux, ils ont besoin de ces terres pour pouvoir vivre. Pour eux, c'est ça ou crever ! Aussi ils montrent leur détermination à lutter pour avoir ces terres en s'armant de tracteurs et de charrues. Ils détruisent les récoltes de Hennetier pour semer ce qu'ils ont besoin. Pour eux, c'est clair ! Hennetier ne s'installera pas à Bruailles ! De gré ou de force, il partira.

Cette affaire déjà jugée à Chalon-s/-Saône où Hennetier a gagné est repassée ce 9 mars en cour d'appel à Dijon où plusieurs paysans bressans étaient présents pour manifester leur révolte et leur détermination.

Maintenant les petits paysans attendent avec impatience le résultat de la délibération des juges.

Pour ces petits paysans, c'est clair, Hennetier doit partir et s'il gagne ce procès, la lutte continuera !

correspondant paysan Saône-et-Loire

## Classifications dans la métallurgie :

A l'annonce de nouvelles grilles de classifications dans la métallurgie (accords signés par les syndicats jaunes CFTC, FO, CGC...) et qui devraient entrer en application à partir du 1<sup>er</sup> avril, la lutte s'est engagée dans de nombreuses usines de France. Dans le Nord, déjà de nombreux débrayages ont eu lieu à Massey-Ferguson, Fives-Cail-Babcock à Fives et Denain. Mais à quoi correspondent ces nouvelles grilles ? Comment est vue par les travailleurs la journée nationale d'action de mercredi décidée par CGT et CFDT dans la métallurgie ?

La France est en effet le seul pays d'Europe où les 280 000 métallurgistes n'ont pas de convention collective nationale. Le patronat propose une grille qui concerne ouvriers, employés et agents de maîtrise (seuls les cadres supérieurs en sont exclus). Cette grille se solderait pour la plupart des ouvriers par une perte de salaire. La CGT, de son côté, demande la mise en place d'une «échelle mobile» (sur la base de l'indice CGTI avec la valeur du point à 14 F 20 : ce qui signifierait un salaire minimum de 1 988 F.

Un ouvrier de Fives-Cail-Babcock nous explique la situation dans son usine :  
Quotidien du Peuple : Comment est parti le mouvement à Fives-Cail ?

- Au début du mois, on a eu les feuilles de la direction nous annonçant les nouveaux points. Puis les syndicats CGT, CFDT et CGC ont appelé à un débrayage pour information. Ils nous ont proposé de faire des assemblées générales du personnel, mais par catégories. La première assemblée, c'était celle des mensuels (des employés aux chefs de service). Les gars étaient déçus qu'en fait,



on n'ait pas abordé leurs problèmes : ils n'en tirent rien ! Pour le moment, nous, les ouvriers, on attend : les syndicats n'ont pas l'air décidés à bouger...

QdP : Pour ta catégorie, il n'a donc pas eu d'assemblée générale ?

- Ce que tous les O.S. disent, c'est que c'est ceux qui ne se battent jamais qui

sont passés les premiers et que nous, les O.S., nous allons passer en dernier : on se fout pas mal de nous !  
QdP : A Fives-Cail, la CGC appelle aussi au débrayage et le mouvement est bien suivi par les employés...

- En général, c'est des gars qui ne luttent pas : là, ils le font parce qu'ils ont le couteau sous la gorge ! Par exemple, celui qui a toujours fait le travail d'un contremaître

mais qui est payé comme chef d'équipe, pense être nommé contremaître, alors qu'avec les nouvelles classifications, il est toujours chef d'équipe...

QdP : La CGT demande l'échelle mobile sur la base de l'indice CGT, qu'est-ce que vous en pensez ?

- En général, les gars pensent que cela ferait augmen-

ter leur salaire. En fait, l'O.S. 1 aurait 1 988 F. Mais c'est remplacer une mauvaise grille par une grille qui n'est pas bonne : avec cette augmentation par pourcentages, dans une grille unique, si on obtient 2,5 % pour un salaire de 2 000 F ou de 5 000 F tu verras la différence !

QdP : Quand vous a-t-on proposé la journée nationale d'action ?

- On l'a appris par la télé. Mais les syndicats ont aussi proposé une enquête. Estimez-vous que vous êtes contents de votre salaire ? Les premiers résultats de l'enquête ont donné 98 % d'insatisfaits ! Ça revient à dire que les ouvriers sont prêts à revendiquer pour leur salaire, en fait.

On a eu un certain nombre de points, mais on ne sait pas leur valeur, donc on ne sait pas le salaire qui va nous tomber ce mois-ci. De toutes façons, même en admettant que le point ne descende pas en dessous de sa valeur actuelle, avec la nouvelle grille, on perdrait du fric.

QdP : Comment les travailleurs de Fives-Cail voient-ils la journée nationale d'action ?

- Il y en a pas mal qui vont la faire parce qu'il faut défendre son beefsteack ! Mais beaucoup vont rester chez et ne vont pas venir à la manif. Mais s'il y avait des propositions de lutte, ils suivraient.  
QdP : Vous ne vous sentez

pas mobilisés ?

- Tu parles ! Pour une journée ou une demi-journée, c'est pas la peine. C'est pas sur une journée qu'on fait céder le patron. De toute façon, le patronat va tout mettre en œuvre pour nous faire rattraper la journée de grève. Ça se vérifie déjà au niveau de notre équipe : ils nous disent déjà, « il y a une nouvelle commande, il va

falloir faire ça tout de suite ». Ils nous feront donc produire plus.

QdP : Cette journée ne sera pas suffisante ?

- Pour leurs salaires, c'est sûr que les gars sont prêts à se mobiliser et à aller plus loin : ça peut se déclencher au moment de la paye, ou à un autre moment...

correspondant Lille

## «REEMPLACER UNE MAUVAISE GRILLE PAR UNE QUI N'EST PAS BONNE»?

### Chantelle (Nantes)

A Nantes, les ouvrières de Chantelle ont repris le travail après un mois de lutte. Par des débrayages journaliers de 3 à 4 heures et une baisse du rendement de 40 % à peu près, elles ont fait céder le patron.

Elles demandaient que l'accord sur les salaires soit pris en compte et 40 c. de plus par heure, un 13<sup>e</sup> mois car la prime annuelle de fin d'année n'était que de 400 F, une journée par an pour maladie d'un enfant.

Dans un premier temps, la direction a proposé 5,5 % à valoir sur l'accord paritaire (fixé ensuite à 6 %), 180 F d'augmentation de la prime de fin d'année, 3 heures pour la mi-carême et un jour par an pour soigner les enfants malades. Ces propositions ont été repoussées par l'ensemble du personnel.

Les ouvrières ont obtenu 10 % d'augmentation et une prime annuelle égale à 50 % du salaire conventionnel. C'est une première victoire face à l'intransigeance du patron qui disait : « elles peuvent faire 6 semaines de grève, j'ai 6 semaines d'avance sur stock ».

### Michelin-Vannes : la lutte continue

Après le refus de l'inspection du travail d'accepter les licenciements des 3 délégués CGT et CFDT, la direction n'a pas encore réagi. Fera-t-elle appel au ministre du travail ?

Les délégués que la direction voulait licencier sont maintenus dans leur poste.

Il n'y a pas encore eu de négociation entre la direction et les syndicats, mais la lutte, elle, continue : pour les augmentations de salaires, contre le salaire au rendement et contre les sanctions ; débrayages tournants d'1 h. 30 minimum pour chaque équipe.

Les travailleurs de Michelin-Vannes ne sont pas isolés : o mardi dernier, sur la place de Vannes, c'est 3 000 personnes qui participaient au meeting interprofessionnel contre la répression ;

o d'autre part, ils suivent de près ce qui se passe dans les autres usines Michelin : en particulier la grève de Montceau-les-Mines et la préparation de l'action prévue le jeudi 18 mars dans toutes les boîtes du trust : « Clermont-Ferrand a prévu un débrayage de 4 h., ainsi qu'un meeting ; pour nous, à Vannes, la meilleure participation à cette journée, c'est de continuer la lutte ! »

## en bref... en bref... en bref... en bref...

• Au Prisunic de Parly 2 pour obtenir 1 700 F à l'embauche, les employés se sont mis en grève le 5 mars. Ce qu'elles demandent aussi, un 13<sup>e</sup> mois véritable afin que les malades ne soient pas obligés de travailler en décembre pour ne pas perdre d'argent sur la prime de fin d'année.

• Les travailleurs de l'imprimerie de France sont menacés de licenciement. En grève avec occupation depuis le 16 octobre, les travailleurs ont été convoqués au tribunal des référés qui doit statuer sur leur expulsion. Il est nécessaire de riposter à cette répression.

• Jeudi 18 mars, les travailleuses des crèches municipales de Paris et la Région Parisienne se mettront en grève. Elles devraient en effet passer sous la coupe de Poniatowski qui refuse leur statut, refuse l'octroi de matériel, la reconnaissance du salaire minimum signé avec les syndicats. Il envisage

de prendre des chômeurs pour remplacer le personnel qu'il compte licencier. Enfin, il a pour projet de faire payer aux parents les vêtements de la crèche. Le personnel chargé du lavage et de l'entretien sera licencié. C'est pourquoi nous sommes décidés à nous opposer à ces projets !

# INFORMATIONS GÉNÉRALES

## Foyer attaqué en diffamation

# UN PROCES EN CHAMP CLOS

Hier, débute, devant la 17<sup>e</sup> Chambre Correctionnelle du Tribunal de Paris, le procès en diffamation de Foyer sur plainte du Syndicat de la Magistrature qu'il avait accusé, dans le «Figaro» de noyauter la justice et d'être une organisation gauchiste subversive.

Cette première journée, fort longue, a été consacrée à l'audition des témoins.

*Le Syndicat de la Magistrature est-il une organisation subversive organisant, à partir de l'École Nationale de la Magistrature, le quadrillage de la France ? Existe-t-il une chancellerie parallèle dans les locaux mêmes de la chancellerie, donnant par téléphone des directives aux magistrats syndiqués ? C'est ce dont M. Foyer voulait apporter la preuve, étant cité en diffamation par le Syndicat de la Magistrature pour avoir publié de tels propos.*

Pour ce faire, il citait plusieurs témoins qui ont bien été incapables d'apporter la moindre preuve à l'appui de ses déclarations. Pleven, ancien garde des Sceaux, deux parlementaires, des magistrats n'ont pu que reconnaître qu'ils n'avaient jamais pu constater de faits patents de la subversion organisée par le Syndicat de la Magistrature, leurs seules tentatives en ce domaine n'ont fait que les couvrir un peu plus de ridicule. C'est ainsi que pour bien prouver que le Syndicat

de la Magistrature organisait la subversion à l'École Nationale de la Magistrature, un député cité comme témoin par la défense a dit qu'on lui avait rapporté que des élèves de cette école avaient chanté l'Internationale à 1 H du matin dans des jardins publics ! Ceci situe assez bien le niveau des preuves avancées par la défense.

Maître Kiejman, avocat du Syndicat de la Magistrature, n'a eu aucune difficulté à montrer que les assertions de Foyer ne reposaient sur rien.

Après l'inculpation de leur patron, les cadres de l'usine HGD manifestent au Palais de Justice de Douai.



On est ensuite passé à l'audition des témoins du Syndicat de la Magistrature. Nous avons eu alors la nette impression que le Syndicat de la Magistrature ne s'attachait pas simplement à montrer l'inanité et le caractère diffamatoire des propos de Foyer, mais qu'il voulait faire la preuve de son honorabilité. Les témoins cités : deux députés, notamment Marciilhac, J.P. Cot, Casamayor, Bredin, ont abondé dans le même sens : l'action du

Syndicat de la Magistrature est bénéfique car elle rend à la justice la crédibilité qu'elle avait perdue, et en partisans de la justice bourgeoise, ils s'en sont félicités. Cette argumentation correspond bien à une certaine tendance du Syndicat de la Magistrature qui pense que la justice est perfectible, qu'il peut y avoir dans ce système une justice pure et juste qui ne prenne parti ni pour une classe ni pour l'autre. Ceci est un retrait avec les prises de po-

sition les plus avancées de ce syndicat.

De ces débats, il ressortait qu'on se trouvait devant des gens du même monde, se chamailant certes, mais en

demeurant dans les règles du jeu unanimement reconnues, devant une affaire interne à la justice. On était bien loin des luttes et des exigences montantes des masses pour une justice populaire.

## REMETTRE AU PAS LA MAGISTRATURE

Octobre 75, on est en pleine polémique sur le rôle de la justice. Le juge Charette a, quelques temps avant, inculpé et incarcéré Chapron, directeur des HGD, pour sa responsabilité dans la mort d'un ouvrier intérimaire, M. Wuillaume. Aussitôt, c'est le tollé, la réaction se déchaîne, Lecanuet s'en mêle, le Syndicat de la Magistrature dont le juge Charette est membre est accusé d'être une organisation subversive. Mais le gouvernement peut difficilement sanctionner les membres du Syndicat de la Magistrature pour avoir dit ce qu'ils pensaient de la justice, et encore moins pour avoir mis des patrons en prison, dans la mesure où ils ont appliqué les lois existantes.

sur deux fronts que l'offensive sera menée. C'est sur ces deux fronts qu'on retrouve en première ligne Jean Foyer, ancien garde des Sceaux. Le 3 octobre, Foyer écrit en première page du «Figaro», toujours là pour défendre les causes réactionnaires, un long article accusant le Syndicat de la Magistrature d'avoir organisé des structures parallèles dans la justice, de donner des consignes à ses membres sur les affaires à instruire, en un mot d'être «une organisation subversive gauchiste».

En même temps, plusieurs députés dont Weber, Républicain Indépendant, demandaient l'interdiction du Syndicat de la Magistrature. L'offensive de Foyer constituait un premier pas dans la voie de l'interdiction. Le projet de loi déposé par la coalition gouvernementale devant la «Commission sur les libertés», dont Foyer est président, en constituait un autre permettant la répression des magistrats opposés à la justice bourgeoise. En portant plainte contre Foyer, le Syndicat de la Magistrature a voulu s'opposer publiquement à ces tentatives.

Pour remettre au pas ces juges qui refusent de se comporter en valets dociles de la bourgeoisie, de protéger les patrons et de sanctionner les ouvriers, le pouvoir doit soit créer une nouvelle législation, soit prouver que le Syndicat de la Magistrature est une organisation non pas syndicale mais politique qui enfreint les règles de la justice. C'est

## L'insécurité dans les immeubles

# 4 MORTS DANS UN INCENDIE A BONDY

Mardi matin, vers 1 h 25, un incendie s'est déclaré dans la cave d'un immeuble situé 6 allée des Pensées à Bondy. Dans cet immeuble de quatre étages, le feu devait rapidement se propager et par les fenêtres (cassées) d'aération de la cage d'escalier de grosses fumées noires montèrent. Dans un appartement du 4<sup>e</sup> étage, on a retrouvé, asphyxiés dans leur lit, un homme et ses deux petits enfants. Affolée par les cris et la fumée, une jeune femme enceinte ouvrait la porte, faisant un appel d'air qui favorisa la progression du feu. Apeurée, elle sauta du 4<sup>e</sup> et se tua, son mari qui sauta immédiatement après elle fut grièvement blessé.

Ce n'est qu'une demi-heure après que le feu fut signalé que les pompiers sont arrivés, ils ont été prévenus par un occupant de l'immeuble qui avait

auparavant évacué les résidents. En effet, il n'y a pas de téléphone public dans la cité et il était impossible, du fait de l'incendie, de se servir du téléphone de l'immeuble. Cette intervention tardive des pompiers a causé la colère des locataires de la cité qui dénoncent par ailleurs l'absence des mesures de sécurité :

- il n'y a pas de régisseur depuis un an,
- un gardien pour cinq immeubles (sans téléphone),
- pas de téléphone public dans la cité,
- pas d'extincteurs (réclamés depuis longtemps !),
- pas d'escalier extérieur et accès aux terrasses condamnés dans le plus grand immeuble de dix étages,
- conduits d'aération sans coupe-feu,
- pas de plaquettes donnant les consignes de sécurité,
- portes en sapin non ignifugées.

Les conséquences dra-

matiques de cet incendie étaient malheureusement prévisibles comme le révèlent les propos que nous avons recueillis mardi matin. Les résidents regroupés dans une «Amicale des Résidents» dénoncent, outre l'insécurité, l'absence totale d'entretien de la cité. Cette cité, propriété de la SCIC (financée par le «1 % patronal») et la Caisse des Dépôts et Consignations) est occupée en majorité par des employés et des fonctionnaires. Ces messieurs de la SCIC qui se sont présentés «bien embêtés» vers 9 h, mardi matin, ne se sont guère montrés. Ils semblent plus prompts à encaisser les loyers qu'à respecter les règles de sécurité et effectuer les indispensables travaux d'entretien dans cette cité, construite il y a plus de 20 ans. Un représentant de l'Amicale des Résidents, qui regroupe 480 adhérents (600 logements) en nous exposant les nom-

breuses démarches faites auprès du Commissariat (responsable de la sécurité), de la Préfecture, des élus locaux, toutes infructueuses, nous a dit «Les pétitions... on en a déjà des kilos, ça ne sert à rien». Les locataires envisagent plusieurs actions telles que le blocage des loyers et des charges pour qu'enfin cet argent aille à l'entretien de l'immeuble et à l'aménagement des mesures de sécurité et non pas servir au financement de nouveaux immeubles de rapport.

«Ici, on ne se connaît pas d'un étage à l'autre», nous déclarait une résidente arrivée en 1961 et son fils ajoutait «Ce qu'il faudrait, c'est qu'on soit tous solidaires».

L'Amicale des Résidents devait se réunir dès mardi après-midi.

# SPORTS

## ST ÉTIENNE-DYNAMO KIEV

Les Soviétiques résisteront-ils dans «l'enfer» stéphanois ?

Pour ce match retour, toutes les places du stade Guichard sont louées. Il y aura 40 000 «supporters» dans les tribunes, 250 millions d'anciens francs de recette : la plus importante recette de l'histoire du football français, car les prix des places ont aussi battu tous les records. On peut se poser quelques questions sur les motifs qui ont poussé un aussi grand nombre de Stéphanois à consentir des sacrifices parfois considérables pour ce match.

● L'attrait d'un combat sans merci où la devise des joueurs de St-Etienne sera «vaincre ou mourir», où l'arbitre terrorisé par des supporters déchaînés (qui crieront comme à l'habitude : «salaud le peuple aura ta peau») interprète bien souvent les lois du jeu suivant les impératifs de sa sécurité personnelle. Peut-être.

● La volonté de participer au renversement de la situation établie au match aller, d'apporter sa contribution «patriotique» à la victoire de l'équipe locale. Probablement si l'on se fie aux précé-

dents matches contre Split et Chorzow dans lesquels le public a tenu un rôle considérable.

En tout cas, ce match s'annonce comme un combat sans merci parce que, d'une part, quelques joueurs stéphanois n'ont pas aimé quelques semelles et ont promis de rendre la monnaie de la pièce et que, d'autre part, les joueurs de Kiev, lorsqu'ils sont dominés, se transforment de joueurs corrects qui ne sont pas des agneaux en loups comme ce fut le cas à la fin du match aller.

Sur la vue du match aller, si l'expérience de ce genre de rencontre avec de surprenants renversements de situation n'existait pas, on pourrait considérer que la différence de valeur est apparue si nette qu'il serait mal venu d'envisager d'autre perspective que l'élimination. L'interrogation concerne la manière de réagir des soviétiques dans une ambiance défavorable et aussi face à un pressing soutenu. Le stade Guichard, ce soir, ce sera «l'enfer», sauf si les joueurs de Kiev parviennent à se rendre maître du ballon.

Alain Desave

## en bref... en bref... en bref... en bref...

Jean Pierre (de Bruay en Artois) a comparu lundi en Correctionnelle, à Paris, suite à un contrôle de police du 13 mars, il a été condamné à six mois de prison avec sursis (il fut trouvé à l'intérieur d'une voiture volée).

Le fils de Mehdi Ben Barka a été entendu lundi 15 mars par le juge d'instruction. Il a réclamé la confrontation de Souchon et Lopez dont les déclarations sont

contradictoires et que soient versés au dossier certains documents du SDECE. Il a en outre souhaité que des recherches efficaces soient faites pour retrouver les «truands» ayant participé à l'enlèvement de son père.

Un bébé âgé de 11 jours a été adressé le 24 janvier à l'hôpital St-Vincent de Paul par le pédiatre qui l'examinait deux fois par jour. Le bébé décédait dans la nuit et l'autopsie révélait que la mort

était due à «un syndrome infectieux». Le père de l'enfant a mis en cause les services hospitaliers.

Pour s'occuper des «problèmes spécifiques» des P.M.E., vient de se créer un nouveau syndicat : le Syndicat des Petites et Moyennes Entreprises de Travail Temporaire (SPE-METT).

Roland Agret a entrepris une seconde grève de la faim, lundi, parce

qu'il estime que «rien de concret n'est intervenu dans ses conditions de détention et dans la procédure de révision de son procès».

Le gouvernement iranien s'est porté acquéreur de 30 000 voitures françaises Peugeot et Renault et d'une ligne de métro pour Téhéran. La construction du métro à Téhéran qui coûtera plus de trois milliards de dollars sera effectuée par des entreprises françaises.

# INTERNATIONAL

Poniatowski-Fraga

## LE FRAP INTERDIT EN FRANCE

Le «Journal Officiel» du 16 mars a annoncé l'interdiction, en France, du FRAP (Front Révolutionnaire Antifasciste et Patriote). Le FRAP a toujours mené le combat antifasciste en Espagne. C'est la raison pour laquelle hier comme aujourd'hui, le fascisme a assassiné les militants du FRAP.

La décision du gouvernement français est une insulte

à la mémoire des trois militants du FRAP assassinés par Franco en septembre dernier. C'est aussi une insulte à tous les militants du FRAP, morts dans le combat pour la démocratie et la liberté.

Mais cette décision est aussi le symbole des liens de plus en plus étroits que le gouvernement de Giscard entretient avec le gouvernement fasciste de Juan Carlos.

avec un contenu réel et non une simple étiquette. La République que le FRAP propose, étant donné la situation actuelle de l'Espagne, devra être populaire et fédérative.

Diégo Martin ajoutait : «Dans cette lutte, le peuple espagnol, le FRAP sont sûrs de compter sur l'extraordinaire solidarité internationale de tous les peuples du monde et plus spécialement du peuple et des révolutionnaires de France, compagnons d'armes dans tant de combats pour la liberté et la République».

### DIEGO MARTIN : LE FRAP COMPTE SUR LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Interrogé par le «Quotidien du Peuple» à la mort de Franco, Diégo Martin, membre du FRAP, nous déclarait :

«Le franquisme, ce n'est pas Franco, c'est la forme de gouvernement de la classe oligarchique espagnole aujourd'hui vendue à l'impérialisme yankee. Le franquisme continue et par conséquent la lutte aussi. La tâche des révolutionnaires, des anti-fascistes, des républicains ne peut être autre chose qu'un appel vigoureux à redoubler

la lutte pour la conquête des aspirations populaires :

- liberté totale et inconditionnelle de tous les prisonniers politiques ;
- le retour des exilés ;
- la suppression immédiate de tous les corps répressifs de la dictature ;
- les libertés démocratiques pour les peuples d'Espagne. (...)

En Espagne, la République est la seule forme qui puisse servir de contenant à la démocratie, une démocratie

## LIBAN

### BEYROUTH DANS L'ATTENTE

-Par téléphone- La guerre civile n'a pas véritablement repris à Beyrouth, où cependant des groupes d'hommes armés sont en position au coin des rues. Dans le quartier de Ras'nabah, tout près d'ici, des tirs sporadiques se font parfois entendre : 3 détonations de mortier, brèves et isolées. Cet après midi les barricades restées en place après la dernière phase de la guerre civile sont garnies des combattants qui les occupaient alors. Mais celles qui avaient, entre temps, été démantelées, ne sont pas réapparues. Personne, ici, n'ose prendre l'initiative du redémarrage d'une guerre civile qui a suscité une lassitude générale de la population. Si les grands axes, généralement respectés au cours des derniers affrontements, connaissent encore un peu d'animation, en revanche, dans les quartiers, les rues sont à nouveau désertes. Les Liba-

nais, une fois de plus, ne se sont pas rendus au travail.

La réponse aux questions qui se posent au Liban, c'est en fait de la Syrie que chacune l'attend : Moussa Sadr, le leader musulman chiite qui a fondé le «mouvement des opprimés», fait le voyage de Damas, après avoir rencontré un dirigeant de la «gauche» de Kamal Joublatt. Deux responsables du parti des phalanges, de la droite pro-américaine, ont pris le même chemin.

Opposées sur la question du départ du président de la république Frangié, les deux parties ont reçu la même réponse : le gouvernement syrien exige désormais carte blanche, afin de ne pas se retrouver dans l'impasse précédente. Il a appuyé cette attitude en mobilisant la Saïka, organisation de la résistance palesti-

nienne très proche de lui, pour barrer la route à l'armée arabe du Liban, qui marchait sur Beyrouth afin de contraindre Frangié à démissionner.

Au reste, cette démission est désormais de plus en plus réclamée, de tous les bords : la droite pro-américaine elle-même se trouve divisée sur ce point, puisque les «gardiens du cèdre» ont pris position dans ce sens. En sorte que, l'entreprise du général Ahdah, qui s'est principalement fixé ce but, a de bonnes chances de réussir. Une fois que la Syrie aura obtenu satisfaction. Nécessairement le Liban qui en sortirait se trouverait plus intégré au monde arabe, et à son combat anti-impérialiste. Mais, en même temps, le poids croissant de la Syrie pose la question de l'attitude qu'elle adoptera à l'égard de la Résistance Palestinienne.

# LUTTES OUVRIÈRES

Mandeure

## PEUGEOT : échec des négociations RENFORÇONS LA LUTTE



La rencontre entre la direction et les directions syndicales, hier, n'a rien donné. La direction a refusé de satisfaire les principales revendications avancées par les grévistes, 300 F pour tous, amélioration des conditions de travail (baisse des cadences), refus de tout licenciement. Devant l'échec de cette négociation, l'occupation se poursuit, les piquets de grève ont été renforcés, notamment par les travailleurs immigrés.

Les menaces de la direction, aidées en cela par la CGC, les milices fascistes,

pour briser la grève se précisent. Les grévistes ont non seulement à faire face à ces menaces mais également à l'attitude des directions syndicales aux mains des partisans du Programme Commun. En effet, comment se fait-il que la popularisation de la lutte n'est que très faiblement impulsée par les directions syndicales ? Que l'information sur la lutte est peu précise envers les ouvriers du trust ? Pourquoi n'y a-t-il pas de tract commun CGT-CFDT ? Est-ce que les ouvriers doivent faire les frais des divergences politiques entre les

deux responsables PC et PS des deux syndicats, et qui ne les concernent en rien ? Adhérez à la CGT !! Adhérez à la CFDT !! Voilà les seules perspectives qu'offrent les directions syndicales aux grévistes face à l'intransigeance de la direction... Alors qu'aujourd'hui, il apparaît plus que nécessaire de briser l'isolement, de populariser la lutte, de réaliser l'unité avec les autres usines du trust, notamment Sochaux et St-Étienne où la direction veut faire produire les pièces que bloque la grève des ouvriers de Mandeure.

Fougères

### Des attaques contre la lutte

Mardi matin, des provocations ont été montées contre les ouvriers de Réhault, dans les rues à l'en-tour et dans la zone industrielle : les voitures en stationnement avaient leurs pneus crevés par des clous de bambou.

Cette provocation entre bien dans la campagne pour isoler les «Réo» et les discréditer ; d'autant que se sont des familles ouvrières qui ont eu leur véhicule touché !

Au même moment, des éléments membres du SGEN-CFDT ont développé un certain nombre de manœuvres visant à exclure le PCR du comité de soutien... certains éléments dits «révolutionnaires» du comité de soutien soutenaient cette proposition qui revient à affaiblir le soutien, développer des exclusives et des discriminations.

Ces attaques rejoignent ainsi, de fait, tout ce qui affaiblit la lutte : campagne de presse

réactionnaire, désaveu des formes de luttes dures par E. Maire, hier, à Europe 1 etc... Mais, c'est aux ouvriers de «Réo» d'en décider et non au Comité de Soutien, c'est à eux qu'il appartiendra de décider de ce qui renforce ou non l'action. D'ailleurs de nombreux travailleurs, des syndiqués CFDT, ont déjà repoussé ces propositions de divisions !

Vénissieux

### Manifestation des travailleurs de la SNAV

Le tribunal des référés a rendu son verdict, confirmant l'expulsion des grévistes de la SNAV, pour faire respecter «la liberté du travail». Face à cela, l'occupation se poursuit dans l'atelier container. Aujourd'hui, une tentative de la direction pour charger des containers en partance pour l'Italie, a échoué, les ouvriers ont massivement empêché cette manœuvre. Cette initiative a largement été soutenue par les autres ateliers qui ne sont pas en grève.

La direction de la CGT qui avait déjà brillé par ses attaques contre les grévistes et notamment envers les militants du PCR (ml) et des syndicalistes révolutionnaires, poursuit son offensive de sabotage de la lutte. Elle a dénoncé la grève de l'atelier container comme étant une

provocation de la direction !! C'est elle qui aujourd'hui se fait l'écho de la propagande de la bourgeoisie en déclarant aux ouvriers que «ce n'est pas le moment de lutter», que «c'est la crise» !! La seule action faite par les révisionnistes a été de se rendre chez le député-maire de Vénissieux pour qu'il intervienne pour un règlement rapide de ce conflit.

Malgré la pression révisionniste la grève tient bon, tout a été prévu en cas d'intervention des flics.

Aujourd'hui la manifestation avec les ouvriers des filiales Renault, doit être un moyen pour donner une extension à la grève de l'atelier container de la SNAV, de développer la popularisation sur la boîte-méme qui reste faible, de multiplier les initiatives de soutien déjà prises en main par plusieurs sections CFDT d'autres usines.

LYON

### LES FLICS N'APPRÉCIENT PAS QU'ON DISE LA VÉRITÉ !

Lundi 15 mars la gendarmerie a perquisitionné au domicile d'une camarade membre du P.C.R. et déléguée C.F.D.T. à la C.G.E.E. Alors qu'elle ne possédait pas de mandat. La perquisition avait pour prétexte un tract distribué samedi 13 au marché de la ZUP de Vénissieux : «A Vénissieux les flics agressent les jeunes». Au cours de la perquisition les gendarmes ont emporté de nombreux tracts et affiches y compris des tracts C.F.D.T. Il apparaît évident que la gendarmerie n'a pas apprécié le fait que les jeunes se mobilisent pour riposter aux attaques constantes dont ils sont les victimes de la part des «forças de l'ordre» !

correspondant VÉNISSIEUX

# INTERNATIONAL

## Conférence sur le droit des mers QUEL ENJEU ?

Avant-hier, a commencé à New-York la quatrième session de la conférence internationale sur le droit des mers. Comment délimiter les droits des différents pays sur la pêche, sur les richesses minières, les droits de passage, telles sont les questions qui sont débattues depuis plusieurs années et qui sont l'occasion de graves contradictions entre les grandes puissances et les autres pays.

Pour comprendre l'importance de ce problème, il faut voir tout ce que le droit des mers met en jeu.

### LA PÊCHE

C'est la question de la pêche qui a été à l'origine des premiers conflits entre les USA et certains pays d'Amérique du Sud. La limite traditionnelle des eaux territoriales était située à 12 milles

En 1970, 86 % des prises de l'URSS venaient des zones de pêche d'autres pays, alors que les prises de ces pays diminuent.

L'exploitation du pétrole «off shore», grâce à des plate-formes est de 20 % du total actuellement, elle sera de 40 % à la fin du siècle.

Les nodules de manganèse au fond du Pacifique sont estimés à 1 600 milliards de tonnes.

L'exploitation du fond des fleuves devenant difficile du fait d'un certain épuisement, l'extraction de sables et de graviers en mer se développe.

marins des côtes ; comme les USA, avec des moyens puissants et perfectionnés, se livraient à un pillage intensif de leur zone de pêche, les États de l'Amérique Latine ont déclaré la création d'une

zone économique à 200 milles marins (370 km) des côtes pour protéger leurs ressources (déclaration de Montevideo en 1970). Des chalutiers américains avaient été arraisonnés par le Pérou et l'Équateur. Depuis, de nombreuses réunions ont eu lieu pour aboutir à des accords internationaux, ce qui semble difficile : en effet, contre les peuples du monde qui demandent une redéfinition du droit des mers, l'URSS, autre pillard des océans, réclame avec les USA la liberté totale de la pêche, ou, argument plus subtil, la nécessité d'exploiter à fond le patri-

moine de l'humanité». Cette position est particulièrement cynique, quand on sait que l'économie de pays comme l'Islande, le Pérou, la Mauritanie repose en grande partie sur la pêche et que la nourriture de beaucoup de peuples du Tiers Monde dépend du poisson. Prétendre que ce «bien commun» doit être internationalisé, c'est en fait donner libre cours aux pillages des grandes puissances, qui ont un nombre de bateaux disproportionné, des moyens énormes et qui causeront des destructions irréversibles de milieu marin.

### LES RESSOURCES MINIÈRES

Mais les mers qui représentent 5/6 de la surface du globe contiennent également de nombreuses ressources qui ne sont pas toutes découvertes ni estimées. Il s'agit bien sûr du pétrole, des nodules de manganèse qui

seraient nombreux dans le Pacifique (5 à 10 kg par m<sup>2</sup>) mais aussi des métaux précieux (or, platine), des gisements de soufre. Prétendant encore défendre «l'intérêt commun de l'humanité», les USA et l'URSS demandent la création d'une agence internationale pour exploiter ces ressources. Comme les grandes puissances sont les seules pour le moment à posséder une technologie permettant cette exploitation, on voit bien à qui profiterait une telle entreprise philanthropique.

La grande majorité des pays concernés sont favorables à un contrôle exclusif des pays riverains (extension de la zone économique). Ainsi, développant une argumentation fautive afin de continuer sous les mers le pillage qu'ils ont de plus en plus de mal à effectuer sur la surface, les superpuissances se trouvent isolées devant les peuples du monde.



Pêcheurs islandais

## FIN DE L'«AMITIÉ»

## SOVIÉTO-ÉGYPTIENNE

Par 258 voix contre 2, le parlement égyptien a suivi le président Sadate et a voté la rupture de l'accord d'amitié signé en 1971 avec l'URSS.

Cette rupture est l'aboutissement de la dégradation continue des relations soviéto-égyptiennes depuis 1971. Cela ne constitue une surprise pour personne, et surtout pas pour le peuple égyptien qui n'a cessé de critiquer depuis 1972 la politique hégémoniste de l'URSS.

L'Article 8 du traité d'amitié soviéto-égyptien stipule clairement «que l'URSS doit fournir à l'Égypte suffisamment d'armes pour liquider les conséquences de l'agression sioniste de 1967 et de libérer le Sinaï». Un an après la signature de cet accord, l'Égypte est amenée à faire d'amères constatations.

C'est ainsi que le 19/8/72, le journal «Akhbar-el-Yom» écrit : «Un an s'est écoulé depuis la conclusion du traité mais les armes soviétiques qui devaient rendre l'Égypte capable de faire face à l'équipement fourni par les USA à

Israël ne sont toujours pas arrivées».

Cette violation du traité d'amitié par l'URSS n'est pas fortuite. Elle ne fait que confirmer que l'URSS ne s'est jamais souciée de l'intérêt de l'Égypte mais, qu'au travers de l'Égypte, elle défendait surtout ses intérêts de grande puissance.

Par exemple, lors de l'agression du Bengla-Desh par l'Inde, l'URSS s'est servie des aéroports égyptiens pour livrer du matériel à l'Inde. Cela a fait économiser à l'URSS des milliards en la dispensant de construire des porte-avions.

En violation de l'Article 7 de ce même traité, l'URSS signe avec les USA, sans consulter l'Égypte, un autre accord qui stipule que les deux superpuissances «excluent de leurs relations bilatérales tous les problèmes pouvant donner lieu à une confrontation». En clair, cela signifie que la présence militaire soviétique en Égypte n'a pas pour objet d'aider ce pays à reconquérir le Sinaï

«puisque cela risque d'entraîner une confrontation».

L'URSS viole le traité, livre les armes qu'elle veut, empêche l'Égypte de reconquérir le Sinaï. Toutes ces manœuvres n'ont qu'un but : maintenir la situation «ni paix, ni

guerre» et se rendre indispensable.

Dans ces conditions, on comprend mieux pourquoi Sadate a rompu l'accord d'amitié avec l'URSS. Mais l'Égypte ne gagnera pas en indépendance en se jetant à corps perdu dans les bras de l'impérialisme américain.

### Cisjordanie

En Cisjordanie, le soulèvement continue, plusieurs conseils d'administration ont démissionné et le dimanche, c'était au tour des conseils de Hawana et Kalkila.

Face à ce soulèvement et à ces démissions, les autorités sionistes envisagent de supprimer ou de retarder les élections du 24 avril, élections pour «l'administration locale» de la Cisjordanie.

Dimanche, il était interdit de circuler à Samine. Des groupes de Palestiniens qui habitent dans un camp de réfugiés près de Samine ont brûlé des pneus et ont levé le drapeau palestinien dans la région. Les autorités sionistes ont répondu par l'arrestation de nombreux Palestiniens.

A El Khalil, un groupe de villageois a attaqué des photographes sionistes. Trente-cinq villageois ont été arrêtés.

Les révolutionnaires ont détruit une voiture militaire des services de renseignements israéliens à Haifa et ont brûlé les bureaux du travail sioniste à Palkum.

A Hadfa, les femmes palestiniennes ont occupé une mosquée pour témoigner de leur soutien aux masses palestiniennes en soulèvement.

## WILSON DÉMISSIONNE: une manœuvre de couloir

Hier, en fin de matinée, Wilson a annoncé sa décision de se retirer de la présidence du Parti Travailleur, actuellement au pouvoir. Et, par la même, de quitter ses fonctions de Premier Ministre.

Cette décision, si elle a surpris par sa soudaineté, est expliquée par Wilson comme étant dictée par son souci, affirmé dès mars 1974, de quitter la scène politique active au-delà de sa soixantième année. Toutefois, cette explication ne saurait suffire en elle-même.

Le contexte dans lequel s'inscrit cette démission n'est pas en apparence particulièrement favorable à Wilson. La semaine dernière, son projet de loi budgétaire avait été repoussé à la Chambre des Communes, notamment du fait de la défection des deux petits partis alliés des Travailleurs : les nationalistes gallois et écossais, mais aussi du fait de l'abstention des 37 députés

de l'aile gauche de son Parti.

Ces députés étaient rentrés dans le rang dès le lendemain, lors du vote de la motion de confiance au Cabinet Wilson. Mais ils avaient montré que l'actuel cabinet travailliste doit compter avec les réticences de la bureaucratie syndicale, très liée à la gauche du parti.

En effet, la classe ouvrière britannique est en lutte : si la bureaucratie syndicale a accepté un plan de «revendications salariales modérées» pour 1976, la base ne l'entend pas ainsi ; elle se refuse à faire les frais du chômage (relativement plus important qu'en France), ni de la hausse des prix et de l'inflation.

Or, le plan de «sauvetage de la livre» que semblait devoir adopter Wilson reposait sur l'augmentation de la «productivité», c'est-à-dire des cadences pour «développer les exportations» et un blocage camouflé des salaires.

## Tentative de coup d'Etat au Niger ?

Une tentative de coup d'Etat aurait eu lieu au Niger dans la nuit du 14 au 15 mars dernier contre le gouvernement de Kountché, lui-même au pouvoir depuis le 15 avril 74 à la suite d'un coup d'Etat contre Diori Hamani.

Alors que Kountché semblait faire l'unanimité dans l'armée lors de sa prise de pouvoir, des contradictions commencent à apparaître au sein du Conseil Militaire Suprême (CMS) : dès février 75, un membre en est exclu puis emprisonné. Le 2 août 75, le vice-président du CMS et d'autres sont arrêtés pour «tentative de complot».

Le Niger connaît à nouveau une situation catastrophique dans les campagnes.

Dans les villes, la situation est loin d'être excellente. Il y a quelques jours, une grève paralysait la Nitex (société nigérienne pour le textile).

S'agit-il donc par ce «coup d'Etat manqué» de désamorcer le mécontentement populaire en impliquant précisément l'ex-ministre de l'économie rurale et le secrétaire général de l'UNPN ou est-ce le reflet réel des contradictions qui se sont développées au sein du CMS et d'une tentative de renversement d'un régime qui s'apprête à signer très bientôt des accords de coopération avec la France ?

## en bref... en bref...

### VIET NAM

Le 25 avril prochain, auront lieu les élections générales dans les parties Nord et Sud du Viet Nam afin de parachever la réunification de ce pays au niveau de l'État. Il s'agit des premières élections générales depuis 1946. Celles prévues en 1956 avaient été interdites, car elles auraient donné la victoire aux révolutionnaires vietnamiens.

### URSS

Viatcheslav Igrounov, un jeune ouvrier de 27 ans a été interné à l'hôpital psychiatrique d'Odessa. Le gouvernement lui reproche d'avoir distribué de la littérature interdite. De plus il est reproché à Igrounov d'avoir manifesté un sentiment de supériorité intellectuelle sur le médecin. Pensez donc, un ouvrier ose se croire aussi intelligent qu'un médecin !

### GUADELOUPE

Satisfaction des revendications essentielles des ouvriers agricoles et industriels. Ils ont obtenu : la suppression du SMAG pour les ouvriers agricoles et l'aligement de leurs salaires sur celui des ouvriers industriels ; 5 % d'augmentation des salaires des ouvriers industriels en plus des augmentations du SMAG.

# ÉCONOMIE

Alors que le franc flottait hier environ à 3 % en dessous de sa valeur antérieure, les spéculateurs s'occupent d'encaisser le profit de leurs manœuvres contre le franc. Pendant ce temps, Fourcade qui a rencontré hier Giscard, s'est bien gardé de définir clairement une nouvelle politique monétaire, refusant de répondre à une question sur un prochain retour du franc dans le serpent monétaire. Incertitude justifiée ! Mais qui n'enlève rien au fiasco de la politique giscardienne, fiasco payé par les travailleurs.

La semaine dernière le franc subissait une nouvelle vague de spéculation, la banque de France devait à nouveau intervenir pour soutenir le cours de la monnaie nationale, en achetant des francs contre des devises. Au cours du mois de mars les réserves de la banque baissaient ainsi de 8 milliards de francs, 4 milliards dans la seule journée du vendredi 12 mars. Depuis le début de l'année, la France a ainsi perdu la moitié de ses réserves en devises. Toutefois le stock d'or de 63 milliards n'a pas été entamé. A ce rythme là la position n'était pas tenable longtemps. Giscard a préféré ne pas attendre plus longtemps et il a fait annoncer par Jean-Pierre Fourcade la sortie du serpent.

Giscard ne doit pas être fier, le journal «Les échos» de lundi qui était imprimé avant l'annonce des décisions de Giscard envisageait 5 hypothèses, celle concernant la sortie du serpent était commentée ainsi : «Elle reviendrait au flottement pratiqué entre janvier 74 et juillet 75, politiquement ce serait un camouflet pour Giscard».

Et bien, Giscard a eu son camouflet ! La France était sortie du serpent monétaire une première fois en janvier 74, le redressement momentané du commerce extérieur jusqu'à la fin du premier semestre 75 avait conduit à un raffermissement du franc. Giscard a voulu sur le plan politique tirer tout le parti de cette amélioration passagère, faisant rentrer le franc dans le serpent monétaire en juillet 75. Ce furent des déclarations tapageuses sur la bonne santé de la monnaie et de l'économie française, sur la sortie prochaine du tunnel, sur l'inflation contenue... ! On attend avec impatience que Giscard nous explique avec autant de détails les mesures actuelles, mais n'y comptons pas trop et regardons par nous mêmes quelle est la situation de notre impérialisme.

## SPÉCULATION OU FAIBLESSE DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE ?

Les récents événements apparaissent de prime abord comme le fruit de l'action des spéculateurs qui ont joué sur la perspective de dévaluation du franc. Mais pourquoi le franc est-il resté depuis janvier au centre de la spéculation aussi bien lorsque la lire italienne était en baisse ou lorsque la livre menaçait de s'effondrer ? Il n'y a pas de fumée sans feu, les spéculateurs s'appuient sur l'analyse des forces et faiblesses de chaque économie, ils ne font que précipiter sur le plan monétaire l'évolution que commande la situation réelle (production et échange de marchandises).

Ainsi, il est clair depuis l'automne que la France, malgré une certaine reprise est en position difficile, sur le plan du commerce extérieur, on devrait même dire que cette position difficile est le résultat de la timide reprise amorcée en novembre. En effet le redressement de la balance commerciale début 75 était beaucoup plus le résultat d'une diminution des importations, en raison de la récession que d'une progression des exportations. La reprise a relancé les importations au moment où les exportations plafonnaient, conduisant ainsi à une nouvelle période de déficit de la balance commerciale. Aujourd'hui, la bourgeoisie est obligée de reconnaître que «sa politique méditerranéenne» (développer «l'amitié» avec les pays arabes pour exporter des machines) est un échec. «Les échos» de vendredi, à la veille de la visite à Paris du président syrien (visite reportée en raison dit-on des événe-

## FLOTTAISON DU FRANC !

# LA FAIBLESSE DE L'IMPERIALISME FRANÇAIS MISE A NU

Michel FLORAC

Jeudi 22 janvier, le franc vient de subir quelques difficultés, la banque de France a dû intervenir pour soutenir le cours, Fourcade annonce avec une belle assurance : «La France reste dans le serpent monétaire européen».

Dimanche 14 mars, le même Fourcade annonce : «Le franc sort du serpent». Quelle continuité ou plutôt quel aveu de faiblesse de l'impérialisme français.



La Bourse de Paris

ments au Liban, n'y a-t-il aucun rapport entre les décisions de Giscard et ce report ?) titraient à la une : «Les fruits de notre diplomatie arabe : davantage de retombées politiques que de dividendes économiques». C'est clair ! L'intendance (c'est-à-dire les capacités commerciales industrielles de la France) n'a pas été à la hauteur de la diplomatie.

La part de la France dans les importations des pays du Moyen-Orient loin de s'élever, n'a fait que diminuer par rapport à 1973, et cela au profit des USA, de la RFA et même de la plupart des autres pays européens. C'est en fait le signe de la faiblesse actuelle de l'économie française face à ses principaux concurrents.

D'autre part, la politique économique de Giscard n'a pas réussi à bloquer l'inflation, la RFA qui possède des moyens de pression plus efficaces sur sa classe ouvrière (cogestion, autoritarisme...) est parvenue à faire passer une politique d'austérité plus accentuée pour contenir l'inflation. Les marchandises françaises coûtent donc plus chères, ce qui limite les capacités d'exportations. On cite le cas d'une usine pétrochimique en Irak où les prix proposés par Creusot-Loire dépassaient de 40 % ceux de concurrents allemands. Pas étonnant que l'Irak ait choisi de s'équiper en RFA ! Ces sombres perspectives n'ont pas convaincu les spéculateurs que la France était bien un maillon faible de l'économie impérialiste.

## SOLIDARITÉ IMPÉRIALISTE ? NON, CHACUN POUR SOI

Le trouble monétaire qui règne depuis janvier a pour centre le face à face du

franc et du mark allemand. Le deutch mark tire le serpent vers le haut, le franc, vers le bas. Les spéculateurs sur la lire et la livre ont pesé sur ce face à face en augmentant la demande de marks, en tirant encore plus vers le haut du mark.

En principe, la situation pouvait être rétablie autant par une réévaluation du mark que par une dévaluation du franc. Mais dans le système impérialiste, ce ne sont jamais les forts qui portent le fardeau. Réévaluer le mark, c'était affaiblir les capacités concurrentielles de l'économie allemande vis-à-vis de tous les autres pays. Alors que la baisse du franc ne représente qu'une difficulté passagère pour l'Allemagne vis-à-vis de ses seuls échanges avec la France, l'Allemagne ne voulait pas plus entendre parler de réévaluation que d'élargissement des marges de fluctuation des monnaies au sein du serpent. Giscard, obligé de mettre en sourdine ses prétentions de co-leader de l'Europe ne pouvait que s'exécuter.

La rencontre Giscard-Schmidt du Mas-d'Artigny n'est pas loin, mais la solidarité si volontiers affirmée entre la RFA et la France est loin. Devant les difficultés les impérialismes n'ont qu'une devise, chacun pour soi.

## RELANCE DE L'INFLATION ? NOUVELLES DIFFICULTÉS POUR LES TRAVAILLEURS

Le flottement du franc est une dévaluation de fait. Lundi à midi la baisse du franc était déjà de 4 %. Elle atteindra sans doute les 10 %. Cette mesure annonce sans doute toute une série de réajustements entre les monnaies européennes notamment belges et danoises.

La baisse de la lire et de la livre se poursuivra pour maintenir vis-à-vis du franc leur compétitivité. La bataille monétaire est donc loin d'être terminée et pourrait bien s'orienter vers une série de dévaluations compétitives qui auraient de profondes répercussions sur la production.

Les effets de la baisse du franc sont doubles, d'une part les exportations françaises vont être stimulées mais en même temps, les importations vont coûter plus cher. Giscard espère que le bilan de ces 2 effets contraires va être positif pour le bilan des profits capitalistes. Rien n'est moins sûr.

Par contre, ce qui est sûr, c'est que l'inflation va être rehaussée, en effet, les importations représentent plus du 5ème du montant de la production, le renchérissement des importations se traduira fortement par de nouvelles hausses de prix.

Ainsi, alors que la bourgeoisie est forcée d'admettre que la question du chômage est loin d'être réglée, elle doit avouer que les choses vont mal du côté de la monnaie, du commerce extérieur... et de l'inflation. A coup sûr, la bourgeoisie est en train d'accentuer sa pression sur les travailleurs pour leur faire payer sa crise.

## QUELLE VOIE SUIVRE ?

Devant cette situation peu brillante de l'économie impérialiste française 3 attitudes sont possibles :

- ou bien on exorte les travailleurs à s'apitoyer sur cette situation, à modérer les revendications pour ne pas compromettre les chances de redressement de l'économie, en d'autres termes, à entrer dans la logique du capitalisme, et finalement, à se faire les alliés de nos patrons contre les concurrents étrangers. C'est le fond des attitudes réformistes.

- ou bien en se contentant de dénoncer les méfaits des grands monopoles, on appelle la classe ouvrière à se mobiliser pour imposer des réformes de structures qui tout en ne rompant pas avec le capitalisme offriraient momentanément une issue à la crise actuelle, par la rationalisation de l'exploitation capitaliste. On contient les luttes du peuple dans les limites du programme commun, on rejette la perspective de la révolution socialiste et de la dictature du prolétariat au profit d'un système de capitalisme d'Etat fondé sur la dictature bureaucratique des cadres, de l'économie et de l'appareil d'Etat. C'est la perspective offerte par les révisionnistes.

- ou bien, se plaçant d'un point de vue de classe, on considère que ces difficultés économiques sont un facteur d'affaiblissement de notre ennemi, la bourgeoisie ; que cela contribue à faire éclater au grand jour que le système capitaliste, c'est dépassé, qu'il ne survit qu'en intensifiant son exploitation et en réprimant toutes les aspirations révolutionnaires du peuple ; que la véritable cause des difficultés des masses ne réside pas dans une crise économique mais dans le système capitaliste lui-même, que c'est cela l'obstacle à abattre en s'appuyant sur toute l'énergie révolutionnaire du peuple.

Pour une issue révolutionnaire à la crise, aux travailleurs de se saisir de cette perspective pour construire le véritable rapport de force qui dans l'immediat fera céder la bourgeoisie sur les revendications pressantes du peuple.

# CHINE: LA CAMPAGNE CONTRE LA DROITE

(2)

par Charles Dufour

## LE PEUPLE VEUT QUE LA RÉVOLUTION PROGRESSE

Grâce aux éclaircissements des derniers jours, nous pouvons relier la campagne en cours aux luttes précédentes, et notamment celle de l'année dernière. Tout d'abord, la critique du roman «Au bord de l'eau», commencée au début de l'automne 1975. Le sens de cette campagne échappait à beaucoup, aux étrangers comme aux Chinois. La clé nous en est fournie par l'éditorial du 10 mars : «De même que Song Jiang, dans le roman «Au bord de l'eau», représente la classe des propriétaires fonciers, bien que parmi les paysans insurgés, les responsables engagés dans la voie capitaliste, «membres du Parti Communiste» de nom, représentent en fait la bourgeoisie, ancienne et nouvelle, au sein comme en dehors du parti».

Ce passage fait immédiatement suite à celui qui désigne sans équivoque Teng

Hsiaoping et que nous avons cité hier. Or, le point essentiel du roman, nous affirmaient depuis des mois les polémistes. C'est de «se soumettre pour être gracié», donc, disaient-ils, le capitulationnisme. On ne peut manquer de voir là une allusion à la validité de la «soumission» de l'ancien secrétaire général du parti à la ligne issue de la révolution culturelle, soumission qui lui permit d'être «gracié» et d'occuper dans le gouvernement la seconde place derrière Chou En lai.

Cette combinaison de la critique littéraire et du combat politique relève des spécificités chinoises : elle s'explique par une longue tradition de littérature politique. Elle justifie aussi l'utilisation de ces deux vers de Mao Tsé-toung pour former le titre de l'éditorial du Nouvel an : «Rien d'impossible au sein de l'univers - Pourvu qu'on ose escalader la cime».

### Limitier le droit bourgeois

La remise en cause du droit bourgeois l'année dernière, avec la volonté de marcher avec fermeté et prudence vers la société communiste en effaçant graduellement les stigmates de l'ancienne société, ne pouvait pas ne pas susciter les réserves, des mêmes éléments conservateurs.

«La critique du droit bourgeois les rebute» dit à leur rencontre Mao Tsé-toung. De fait, Teng Hsiaoping ne s'est jamais engagé personnellement dans cette campagne. Rappelons à cet égard une anecdote significative, divulguée pendant la révolution culturelle. En 1958, lors du Grand bond en

révolutionnaires, c'est à dire les larges masses populaires qui représentent plus de 95% de la population, veulent la révolution et soutiennent le socialisme... Suivre la voie socialiste, c'est leur aspiration fondamentale.

La grande révolution prolétarienne représente leurs intérêts fondamentaux, ils veulent donc en consolider et en développer les conquêtes, ils veulent restreindre le droit bourgeois et faire progresser la révolution socialiste. Les masses populaires n'accepteront jamais que l'on pratique le révisionnisme et remette en cause les conclusions de la grande révolution culturelle».

### DIRECTIVES DU PRÉSIDENT MAO UTILISÉES DANS LA LUTTE EN COURS

«Qu'est-ce que ça veut donc dire : «Prendre comme axe les trois directives? Stabilité et unité ne signifient pas suppression de la lutte de classes. La lutte de classes, c'est l'axe qui entraîne tout le reste» (Cité dans l'éditorial du Quotidien du Peuple, 24 février 1976).

«La remise en cause des conclusions justes contre-carre la volonté du peuple» (Cité dans l'éditorial du 10 mars)

«Rien d'impossible au sein de l'univers, pourvu qu'on ose escalader la cime». Poème de 1965, cité dans l'éditorial du 1<sup>er</sup> janvier 1976.

«Les masses nourrissent un enthousiasme dé-

bordant pour le socialisme. Ceux qui, en période révolutionnaire, ne savent qu'emprunter la voie routinière sont absolument incapables de discerner cet enthousiasme. Ce sont des aveugles; ils voient tout en noir. Parfois, ils vont jusqu'à renverser les faits et à faire passer le blanc pour le noir. N'avons-nous pas suffisamment vu de ces gens-là?» (Note incluse dans l'essor du socialisme dans les campagnes chinoises 1955).

«Les voilà eux-mêmes sous le feu de la révolution socialiste. Lors du mouvement de coopération, il y avait au sein du parti des gens qui s'y opposaient.

La critique du droit bourgeois les rebute. On mène la révolution socialiste sans même savoir où est la bourgeoisie; or, cette bourgeoisie, elle se trouve dans le parti communiste, ce sont les responsables engagés dans la voie capitaliste. Ils n'ont cessé de suivre cette voie». (Cité par l'éditorial du 10 mars 1976)

«Il est deux préceptes que nous ne devons pas perdre de vue : en premier lieu, «tirer la leçon des erreurs passées pour en éviter le retour», et en second lieu, «guérir la maladie pour sauver l'homme». (Pour un style de travail correct dans le parti, 1942)



avant le président Mao avait déjà parlé de la suppression du droit bourgeois. Chang Chunchiao avait développé le thème dans un article paru à Shanghai, et que Mao Tsé-toung avait trouvé digne de figurer dans les colonnes du Quotidien du Peuple. Or, la direction du journal n'en avait accepté l'impression qu'après une vive résistance, soutenue alors par Teng Hsiaoping. Dix sept ans plus tard le conflit se renouvelait.

Le peuple soutient vivement la campagne, affirme l'éditorial du 10 mars : «Les faits prouvent que les ouvriers, paysans et soldats, les cadres et les intellectuels

Entre les deux parties de cette citation, une phrase figurée par des points de suspension. Nous l'avons retirée pour la mettre mieux en valeur. La voici : «Ils (le peuple) n'aiment pas que de grands personnages qui pratiquent le révisionnisme les assujettissent à leur autorité». Phrase significative : en retrait sur les masses populaires, les dirigeants révisionnistes doivent inévitablement recourir à l'autoritarisme, voire à la coercition. La démocratie véritable ne peut s'instaurer que si les dirigeants luttent avec les masses pour satisfaire les aspirations populaires les plus profondes.

### Les principes du mouvement

Le combat en cours ne se résume pas à une simple bataille d'idées. On nous dit que les éléments capitalistes luttent avec un programme et «de façon organisée». Cette forme organisée appelle une réponse systématique.

- Le Mouvement «se déroule sous la direction des comités du parti aux divers échelons». Il n'est pas nécessaire à présent, de procéder à des prises de pouvoir et de constituer de nouveaux organes du pouvoir comme les comités révolutionnaires de janvier 1967, car le déviationnisme de droite a sévi moins longtemps (depuis l'été seulement) et surtout moins profondément que le révisionnisme des années soixante.

- Il ne faut ni entreprendre des marches pour établir des contacts (pas de liaison d'unités à unités pour des actions conjointes, mais d'abord une lutte de chacun dans sa propre unité)

- Ni organiser des équipes de combat. Le parti redoute que des excès dans la lutte - comme certains survenus dans la révolution culturelle - ne favorise une riposte de la ligne adverse. Les leçons ont été tirées. «Nous devons nous mettre en garde contre les ennemis de classe qui provoqueront des troubles et contre ceux qui tenteront de torpiller la révolution par le sabotage de la production» ajoute l'éditorial du 10 mars.

Certains trouveront peut être ces précautions inquiétantes. C'est qu'il n'auront pas compris quelles sont les exigences de la

participation active du peuple à la vie politique. Une divergence sur la ligne survient dans le gouvernement : on porte le débat sur la place publique. Au lieu de se dérouler dans les salons feutrés de l'Élysée ou de Matignon, le débat devient une affaire nationale : chacun saura pourquoi, dans quelles conditions, change la composition du gouvernement. En revanche, le peuple français a-t-il eu le moindre mot à dire sur le fameux «réaménagement gouvernemental» décidé par Giscard ? Il ne pouvait d'ailleurs s'y intéresser.

Il faut se faire à l'idée que le socialisme a ses luttes, et il faut aussi se rendre compte que si le peuple s'en mêle, les chances de trouver les solutions convenables sont plus grandes que si tout se règle en petit cabinet. Lorsque le peuple fait entendre sa voix, c'est la démocratie qui fonctionne et non la crise qui survient.

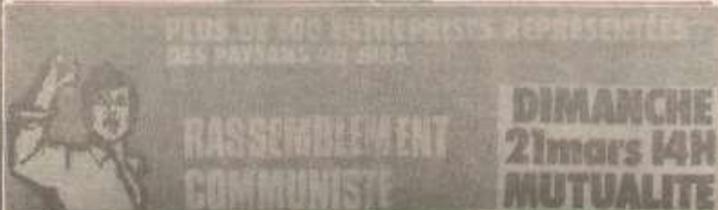
Il ne faut pas oublier, au demeurant, que le débat démocratique exige du temps. Le mouvement n'est donc pas à son terme. Il connaîtra sans doute d'autres développements. En outre, l'autocritique sincère - ce n'est pas facile ! - offre toujours une voie de sortie pour les responsables critiqués. C'est pourquoi, au lieu de chercher à deviner l'avenir de tel ou tel personnage, il vaut mieux nous intéresser au fonctionnement de cette démocratie socialiste qui s'approfondit à chaque nouvelle campagne.



Le révisionnisme (aujourd'hui combattu comme capitulationnisme et déviationnisme de droite) s'exprime en effet toujours dans la sous-estimation de l'activisme populaire, dans la crainte devant les choses nouvelles, dans une certaine forme de passivité. Les révisionnistes disait Mao Tsé-toung «ont toujours besoin qu'on leur donne un grand coup dans le dos pour qu'ils fassent un pas en avant».

Le révisionnisme, c'est donc aussi le manque d'audace de ceux qui n'osent «escalader la cime», et qui ne voient pas combien les innovations de la révolution culturelle (dans les usines, les écoles, les administrations, la médecine et l'art) portent d'espoirs malgré leurs inévitables imperfections.

21 MARS



**DIMANCHE  
21 mars 14H  
MUTUALITE**

**ILS VIENDRONT AU  
RASSEMBLEMENT  
COMMUNISTE**

**Des postiers de Gennevilliers**

Des postiers de Gennevilliers (CTI) viendront au Rassemblement le 21 mars. Nous avons lu avec intérêt le communiqué de la section poste de Paris. Nous pensons pouvoir nous intégrer à son intervention. En effet dans les centres intermédiaires, nous sommes au cœur du démantèlement. Dernièrement, nous avons mené une lutte victorieuse contre la répression. Dans cette lutte, la question

posée a été celle de l'extension à l'ensemble des centres. Dans ce sens, nous pensons qu'au Rassemblement, nous pourrions apporter notre expérience et discuter des obstacles rencontrés pour une lutte d'ensemble. Une réunion de postiers va préparer notre participation : elle discutera :  
- du bilan de la dernière lutte  
- de la constitution d'un pan-neau.

**Section du Havre du PCR (ml)**

A l'occasion du Rassemblement Nationale du 21 mars, la section du Havre du PCR (ml) communique à tous les lecteurs du Quotidien du Peuple qu'un car partira du Havre dimanche matin.  
Prendre contact en écrivant à CLCC : BP 5009 76 071  
Le Havre Cédex

**LA VIE DU JOURNAL**

**DISCIPLINE STUPIDE...**

Suite à un article que nous avons fait passer dans le QdP du 1er mars (mes camarades et moi), j'ai décidé de reprendre le thème principal et d'écrire un article sur la discipline stupide d'une école capitaliste.

Je suis actuellement en deuxième année de BEP distribution, car l'école capitaliste pratiquant la ségrégation ne m'a pas donné la possibilité d'aller au lycée. Mon orientation s'est faite en «quelques minutes» !

Les CET : écoles représentatives pour la répression, la mienne n'échappe pas à la règle.

Un seul but : l'endoctrinement capitaliste tenant à faire «marcher au pas» les collégiens pour les maintenir sur la bonne voie. BEP et CAP = impasse dans la vie professionnelle.

Il y a environ deux semaines, l'administration a fait ses preuves en me virant 3 jours car j'avais répondu «merde» à un pion qui me demandait d'éteindre ma cigarette. L'administration et son système d'intimidation croyant me faire peur avec ses 3 jours de mise à pied et surtout en espérant que par l'avenir je me «conformerais au règlement» a contacté mes parents ! L'administration a une façon spéciale de contacter les parents d'élèves : elle fait cela par surprise, c'est-à-dire que vous recevez une lettre «sournoise» bourrée de timbres (il faut qu'elle arrive en mains propres à mon père et non pas à moi), en mentionnant dessus que j'avais tenu des propos

injurieux envers le personnel de surveillance.

Pour la grève du début de l'année contre le manque de profs, l'administration distribue des avertissements sans réels motifs à la fois aux collégiens présents et à ceux qui étaient absents.

L'administration nomme des responsables de machines à écrire (pourries) dans chaque classe qui à tout moment

trainant plusieurs classes à suivre. Sur un passé de 9 ans, ce CET n'avait jamais vécu comme il a vécu cette année. C'est-à-dire contre tout ce qui nous a paru comme être injuste (manque de profs, répression et mon renvoi, foyer socio-éducatif fantôme, etc...) le noyau d'agitateurs comme dit l'administration en a profité pour appeler à la prise de conscience de tous les collégiens de Pontoise (Val d'Oise),



peuvent tomber en panne. Alors encore une fois, elle en profitera pour sanctionner les élèves.

Tout cela nous fait réfléchir, aussi nous avons organisé une riposte contre cette répression dangereuse qui nous atteint psychologiquement.

Ainsi, au niveau de ma classe, sur les 3 jours de mon exclusion, une matinée fut réservée pour une grève de cours, en-

(distribution de tracts, AG et enfin grève de cours). Nous n'avions jamais vu dans les annales du CET de Pontoise, une administration aussi débordée par les «révolutionnaires».

Nous sommes convaincus que, unies contre le capitalisme, les masses se soulèveront pour entraîner la victoire d'une société socialiste.

**Communiqué  
Après l'interdiction de la réunion  
publique sur la lutte  
du peuple sahraoui**

Orléans, le 9 mars 1976

Le Conseil de Gestion de la MJC Saint Marceau a été informé par M. Regibier, son directeur, de l'interdiction qui avait été faite par M. Le Préfet de tenir la réunion de Ciné-Club du vendredi 5 mars 1976, au cours de laquelle devait être projeté le film : «Sahara Occidental, indépendance ou génocide ?» Il a également pris connaissance de l'arrêté préfectoral authentifiant cette interdiction et qui a été pris la veille même du jour prévu pour la réunion. Cet arrêté ayant été à la base de la discussion qui a eu lieu entre les membres du Conseil de Gestion, nous tenons à le reproduire ici :

«Vu l'article 112 du Code d'administration communale, considérant les risques de trouble à l'ordre public et en particulier ceux susceptibles de résulter d'affrontements entre des ressortissants des communautés Algériennes et Marocaines résidant dans le département du Loiret, sur la proposition du Secrétaire Général,

**ARRÊTÉ**

Article 1er - La réunion publique organisée par le Ciné-Club de la MJC Saint Marceau, le vendredi 5 mars 1976 à 20 H 45, à Orléans rue des Tulipes, sur la situation au Sahara Occidental, est interdite (...)

1) Le Conseil de Gestion a souligné que ce film n'était pas interdit et qu'il était distribué régulièrement par la Fédération à laquelle le Ciné-Club est affilié (OROLEIS). (...)

3) Les membres du Conseil de Gestion s'étonnent que les autorités préfectorales prêtent si peu de maturité aux Communautés locales Algérienne et Marocaine, qu'elles redoutent de leur part des affrontements éventuels à l'occasion de la présentation de ce film.

4) Cette interdiction ne peut que créer un climat de défiance : car toute volonté d'information lucide sur les problèmes actuels peut à chaque instant être stoppée par le fait d'une décision que nous ne pouvons considérer finalement que comme arbitraire.

5) Finalement les membres du Conseil de Gestion se demandent pourquoi on ne peut informer et débattre sur le sort du peuple sahraoui : indépendance ou génocide ? (...)

Maison des jeunes et de la culture Saint Marceau  
2, rue des Tulipes 45 100 Orléans

**D'autres articles suivront...**

Dans le cadre de la remise en cause de l'école capitaliste, on vous envoie un premier article sur l'enseignement des mathématiques. Je pense que d'autres articles suivront sans tarder. Peut-être pourrez-vous le publier dans le Quotidien du Peuple ?

Le Quotidien du Peuple a fait beaucoup de progrès depuis septembre. Il faudrait peut-être encore essayer de «dérider» le style (plus de dessins humoristiques, etc...). Bravo pour la page : actualités en images.

E.C. Montceau

**JE M'ABONNE**

Envoyez à :	1 AN	300 F
le Quotidien du Peuple	6 MOIS	150 F
BP 225	3 MOIS	80 F
75 924 Paris Cédex 19	1 MOIS	30 F
CCP 23 132 48 F Paris	Nom.....	
	Profession.....	
	Adresse.....	

**Pour soutenir  
le Quotidien du Peuple**

Je donne : 100 F    50 F    10 F    F

Nom.....  
Adresse.....  
Profession.....  
Envoyer au Quotidien du Peuple  
BP 225 - 75924 Paris Cédex -19  
CCP n°231 32 48 F Paris

**FRONT  
ROUGE  
Organe  
Central  
du  
Parti**

**Communiste  
Révolution-  
naire (ml)**

N° 5 nouvelle série  
le numéro 5 F

**Va paraître  
Passez vos  
commandes**

à Front Rouge  
BP 161 75864  
Paris Cédex 18  
CCP 31 191 14 La Source

**POUR SOUTENIR  
LE QUOTIDIEN  
DU PEUPLE  
ACHETEZ-LE  
TOUS LES JOURS  
AU MÊME KIOSQUE**

Le Quotidien du Peuple  
publication du PCR (ml)  
Adresse postale :  
BP 225 75 924  
Paris Cédex 19  
CCP n° 23 132 48 F Paris  
Directeur de publication  
Y. CHEVET  
Imprimé par IPCC Paris  
distribué par les NMPP  
Commission Paritaire :  
56 942

**Appelez  
le Quotidien**

**203 63 61**  
de 9 à 17h

# BLOC-NOTES

## LES VACCINATIONS

Depuis l'antiquité où l'idée des vaccinations a été vaguement pressentie, et a trouvé une première application avec une grossière prévention contre la variole il y a plus de 2 000 ans par les Chinois, la vaccination contre les maladies infectieuses a fait de grands progrès.

1956 de France, et considérablement reculé en Europe (où on comptait 5 cas en 1973), même dans le monde (135 000 cas en 1973, dont 130 000 en Asie et 5 750 en Afrique).

Ces résultats ont été obtenus grâce aux vaccinations systématiques des enfants.

Certaines vaccinations (contre la variole, la thyphoïde, par exemple) présentent des inconvénients, des contre-indications que nous aborderons dans un prochain bloc-notes.

A la fin du 18<sup>e</sup> siècle, Jenner inventait une protection efficace contre la variole humaine en inoculant une maladie voisine (la variole des bovidés).

Grâce à ces vaccinations, la variole, fléau des siècles derniers, a disparu depuis

D'autres vaccinations ne présentent pas d'inconvénients (poliomyélite, tétanos) mais par contre la polio fait

encore des morts en France (10 cas déclarés en 1973)

### QUE SE PASSE-T-IL DANS UN ORGANISME NON-VACCINÉ ?

Les toxines et les microbes des maladies ne respectent pas particulièrement l'organisme et y pénètrent au hasard des contaminations quel que soit l'état général de l'organisme atteint. Ils peuvent le pénétrer successivement ou simultanément, l'organisme se défend en produisant des anticorps dans un délai qui dépend de la virulence du germe.

La maladie peut apparaître avec tous les risques de complications, contamination de l'entourage, ou bien si les défenses sont suffisantes et le germe assez atténué, ne pas donner de signes, dans tous les cas le sujet sera immunisé mais souvent à quel prix ?

### EN CAS DE VACCINATION

La vaccination consiste à stimuler les réactions de l'organisme pour lui apprendre à se défendre sans donner la maladie.

Pour cela, on provoque

une minime agression qui entraînera une réelle défense.

Depuis les découvertes de Pasteur, les recherches des causes et agents des maladies infectieuses ont avancé et l'on connaît mieux les moyens de lutte de l'organisme.

Les produits dont on dispose actuellement ont donc été conçus en fonction de ces connaissances.

Nous verrons dans un prochain article quels sont les avantages et inconvénients des vaccinations, comment elles doivent être faites.

Docteur QdP

(à suivre)



### Recette

Voici la première recette du Quotidien du Peuple, un dessert pas cher : *les bugnes*.

Mettre dans une terrine :  
200 g de farine ;  
40 g de sucre en poudre ;  
2 œufs entiers ;  
1 pincée de sel ;  
1 petite cuiller d'huile ;  
1 cuiller de levure.

Mélanger le tout afin d'obtenir une pâte homogène. Ajouter 2 cuillères à soupe de rhum. Pétrir. Laisser reposer environ trois heures. La pâte peut même être préparée la veille... Etaler la pâte au rouleau sur 2 mm d'épaisseur.

La couper en lamelles de 5 cm sur 2 cm. Mettre de l'huile dans une poêle ; faire chauffer, y mettre quelques lamelles, laisser gonfler et dorer ; saupoudrer largement de sucre en poudre.

C., lectrice de Lille.

### MERCREDI 17 MARS

- 1
- h 30 - Télévision scolaire
- h 15 - Réponse à tout
- h 30 - Midipremière
- h 00 - JOURNAL
- h 35 - Les visiteurs du Mercredi
- h 15 - A la bonne heure
- h 45 - Pour les jeunes
- h 20 - Actualités Régionales
- h 40 - Une minute pour les femmes
- h 45 - Alors, raconte
- h 00 - JOURNAL
- h 30 - Football St Etienne - Dynamo Kiev
- h 15 - Médicale : la médecine pénitentiaire
- h 15 - JOURNAL et fin

### 2

- h 30 - Les après-midi d'Antenne 2
- h 25 - Unsur Cinq
- h 20 - La boîte à images
- h 30 - JOURNAL
- h 40 - Le palmarès des enfants
- h 55 - Des chiffres et des lettres
- h 20 - Actualités Régionales
- h 45 - Y'a un truc
- h 00 - JOURNAL
- h 30 - Football St Etienne - Dynamo Kiev
- h 30 - Coup double
- h 45 - Basket : Milan - Tours
- h 15 - JOURNAL et fin

### FR3

- h 00 - Pour les jeunes
- h 20 - Actualités Régionales
- h 40 - Tribune Libre
- h 55 - Flash JOURNAL
- h 00 - Programmes Régionaux
- h 30 - Un film, un auteur Les séquestrés d'Altona
- h 25 - JOURNAL et fin

## feuilleton

# ETOILE ROUGE SUR LA CHINE

AUX EDITIONS STOCK

d'Edgar SNOW

### RÉSUMÉ :

E. Snow accompagne l'armée de Hsu Hai-tong, qui avance dans la province du Kansou. Dans cette province, ainsi qu'au Ninghsia vivent beaucoup de Musulmans.

#### 45<sup>e</sup> épisode LA CAVALERIE ROUGE

#### L'ORGUEIL DE L'ARMÉE

Tous les bons chevaux des Rouges étaient au front. Leur division de cavalerie était l'orgueil de l'armée et tout homme aspirait à y être promu. Ceux qui en faisaient partie étaient physiquement l'élite de l'armée, montés sur quelque trois mille magnifiques poneys de Ninghsia, des bêtes agiles plus grandes et fortes que les poneys mongols que l'on voit en Chine du Nord, avec des flancs lisses et un train arrière bien rebondi. (...)

Lorsque les Rouges pénétrèrent au Kansou et au Ninghsia, des gens du dehors avaient prédit que la cavalerie musulmane les mettrait en pièces. Les événements tournèrent autrement. En 1935, on avait ouvert au Shensi une école, et le conseiller allemand Li Tö, un cavalier expert, qui autrefois avait été dans la cavalerie rouge russe, avait formé le noyau d'une cavalerie rouge. Beaucoup d'hommes du Shensi et du Kansou sont des cavaliers nés - contrairement aux Sudistes qui pour la plupart ne savent pas monter - et un corps d'élite fut bientôt formé en utilisant les ressources locales. En 1936, il se mit en campagne et introduisit un nouveau mode de guerre montée dans le Nord-ouest.

Les Musulmans sont de magnifiques cavaliers, mais ils ne sont pas entraînés à tirer de la selle ou à

se servir du sabre, pas plus que la cavalerie chinoise. Leur tactique est de foncer dans des attaques de flanc coordonnées avec les mouvements de l'infanterie, et si cela ne réussit pas à mettre l'ennemi en déroute, les hommes mettent pied à terre pour tirer, perdant ainsi leur mobilité. Li Tö forma la cavalerie rouge à se servir de sabres, des armes grossières fagriquées dans les arsenaux rouges, mais répondant assez bien à leur destination. Les cavaliers rouges se firent rapidement respecter par leurs charges au sabre en phalanges et en un an remportèrent plusieurs succès, capturant à cette occasion de nombreux chevaux.

#### A CHEVAL... ET A PIED

J'accompagnai pendant plusieurs jours la cavalerie rouge au Kansou - plus exactement je marchai avec elle. On me prêta un bon cheval avec une selle occidentale provenant du butin de guerre, mais à la fin de chaque journée j'avais le sentiment d'avoir donné au cheval et non à moi-même une partie de plaisir. Ceci parce que notre chef d'escadron était tellement soucieux de ne pas fatiguer les quatrupèdes commis à ses soins que nous autres bipèdes devions mener le cheval pendant trois ou quatre // pour chaque // parcouru à cheval. Il traitait ses chevaux comme s'ils avaient été les quintuplés de la famille Dionne, et j'en conclus que tous ceux qui se qualifiaient pour sa cavalerie devaient être des nourrices, non des *ma-fou* (1), et savoir marcher encore mieux que monter à cheval. Je levai mon chapeau à la douceur témoignée par ces hommes à leurs bêtes - un phénomène peu commun en Chine - mais fut heureux de me retirer et de recouvrer ma liberté de mouvement, grâce à quoi je pus de temps en temps monter à cheval pour de bon.

#### UNE FOLLE CHEVAUCHÉE

J'avais quelque peu ronchonné à ce sujet auprès de Hsu Hai-tong, à la suite de quoi je le suspecte d'avoir voulu me jouer un bon tour. Pour mon retour à Yu-wang-pao il me prêta un superbe poney du Ninghsia, fort comme un bœuf, qui me donna la chevauchée la plus folle de ma vie. Ma route bifurquait de celle du 15<sup>e</sup> Corps près d'un grand fort dans la plaine. Je fis là mes adieux à Hsu et à son état-major. Peu après, je montai mon coursier d'emprunt, et à partir de là ce fut à pile ou face lequel de nous deux arriverait vivant à Yu-wang-pao.

Sur plus de cinquante //, le chemin étant de niveau à travers la plaine, nous n'allâmes au pas qu'une seule fois. Il fila en un galop régulier pendant les derniers cinq milles, et pour finir j'avais à fond de train la grande rue de Yu-wang-pao, laissant mes compagnons très loin derrière moi. (...)

La véritable épreuve de cette course avait été de supporter la selle chinoise de bois. Elle était si droite que je ne pouvais m'asseoir sur le siège et que je dus, sur toute la distance, chevaucher littéralement sur l'intérieur de mes cuisses. Les lourds et courts étriers de fer m'avaient donné la crampe, et mes jambes étaient comme des morceaux de bois. Tout ce dont j'avais besoin était du repos et du sommeil - mais je n'en eus pas le loisir.

(à suivre)

Note : (1) *ma-fou* : garçon d'écurie

# L'INDEPENDANCE C'EST NOTRE COMBAT

par Grégoire CARRAT



Autour du conteur, le capuchon de sa kachabia, sorte de manteau relevé, un groupe grossit. La déclamation est coupée par de grands éclats de rire. «C'est notre histoire. Nous nous moquons des envahisseurs qui sont venus se perdre dans les sables. Hassan II et Mokhtar font de même, et nos conteurs les ridiculisent».

La déclamation a repris : «C'est à El Aïoun. Un officier marocain dit à une femme sahraouie : «Tu vois il pleut. C'est une bénédiction du ciel pour l'unité du Maroc et du Sahara». «Mais non, répond la femme, le ciel pleure sur vos crimes». Nouvel éclat de rire. Puis c'est l'exode, les souffrances du peuple sahraoui, que déclame le conteur. Maintenant, on ne rit plus, tous les visages sont tendus. Un grand silence règne autour du conteur, alors qu'à 20 mètres l'agitation est très grande : les

gens se préparent à assister au premier meeting de l'indépendance. Ce groupe ne va pas tarder à se séparer. L'indépendance du Sahara est devenue conte, chanson mêlée à toute l'histoire, à tous les contes traditionnels.

## PENDANT PLUSIEURS MOIS LE PROBLÈME A ÉTÉ DISCUTÉ

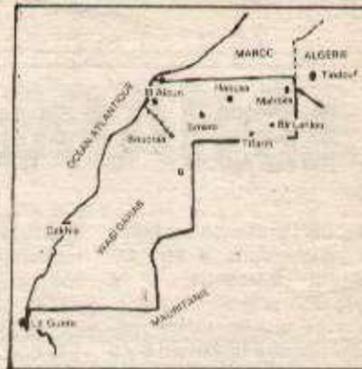
L'indépendance, ce sont des semaines de discussions. En janvier, on disait à Amgalla : «La proclamation de l'indépendance, nous en parlons mais la situation n'est pas encore mûre».

Pendant plusieurs mois le problème a été discuté au niveau de toutes les bases, au niveau du peuple, déclare Mohamed Lamine. Le peuple a totalement pris conscience de la situation et il en est sorti une volonté très claire que nous n'avons fait qu'exprimer hier soir, en proclamant

l'indépendance.

Cette volonté s'est exprimée de toutes façons, de manière éclatante par le refus évident dont l'exode lui-même est une preuve... La preuve la plus éclatante est la lutte armée par laquelle notre peuple oppose ses poitrines aux armes des envahisseurs. Toute la jeunesse, les hommes et beaucoup de femmes, tous portent les armes et se battent pour leur liberté.

Dans les jours qui ont précédé les fêtes du 20 février, les discussions allaient bon train sous les tentes. L'histoire personnelle de chacun, les grandes batailles du passé que les vieux ont recensées, l'histoire récente et la trahison de l'Espagne ; de toutes parts autant de raisons pour que le peuple sahraoui prenne en mains son avenir, crée, après le départ de l'Espagne, son propre Etat.



## HISTOIRE D'UNE FAMILLE «L'idée de l'indépendance est venue»

«Nous sommes arrivés depuis 9 ans à El Aïoun, nous étions inscrits sur les registres puis nous devions trouver du travail. L'un de mes fils s'est alors engagé dans l'armée, deux autres l'ont suivi, pendant quelques années. Leur salaire était de 2 100 pesetas. Puis l'un devint ouvrier du bâtiment, l'autre infirmier. Ceux qui avaient pu trouver du travail pouvaient survivre mais les autres n'avaient rien. Seules nos traditions d'entraide leur ont permis d'avoir de quoi manger».

pour avoir un dédommagement». Arrivés à El Aïoun, nous étions inscrits sur les registres puis nous devions trouver du travail. L'un de mes fils s'est alors engagé dans l'armée, deux autres l'ont suivi, pendant quelques années. Leur salaire était de 2 100 pesetas. Puis l'un devint ouvrier du bâtiment, l'autre infirmier. Ceux qui avaient pu trouver du travail pouvaient survivre mais les autres n'avaient rien. Seules nos traditions d'entraide leur ont permis d'avoir de quoi manger.

## VOYEZ LA MAURITANIE ET LE MAROC SONT INDÉPENDANTS

Aussi l'idée est venue, en voyant le Chioukh, et les colons qui vivaient bien, que nous devions nous libérer. L'un de mes fils expliquait dans la famille que nous étions sur notre terre, que des étrangers exploitaient nos richesses. «Voyez la Mauritanie, le Maroc, disait-il, ce sont des pays indépendants. Nous nous sommes encore dominés donc nous devons encore combattre». Aussi en 1970, nous avons participé à la grande manifestation. Nous étions très nombreux, c'est à ce moment que les Espagnols ont vu que nous voulions être libres.

Ce n'est pas la seule famille qui a connu cette histoire. Elles en connaissent beaucoup parmi leurs voisins à El Aïoun. Beaucoup ont dû se réfugier en Mauritanie, parce qu'ils étaient pourchassés par les Espagnols, parce qu'ils voulaient la liberté pour leur pays. Aujourd'hui El Ghali n'a qu'une idée «Je veux rentrer à El Aïoun ou partout ailleurs où je serai utile à mon pays. Mes ancêtres ont vécu et combattu dans ce pays. C'est là que je veux mourir».

## NOUS VIVONS À EL AÏOUN DEPUIS 1960

«Nous vivons à El Aïoun depuis 1960, raconte El Ghali. Avant nous étions à la campagne. Mais pendant la guerre franco-espagnole contre l'Armée de Libération Nationale organisée par le Maroc en 57-58, tout notre bétail a été détruit. Les petits avions oranges arrivaient en piqué sur les troupeaux et les mitraillaient. Les Espagnols nous ont dit : «Si vous avez perdu votre bétail, vous pouvez venir à El Aïoun

## NOUS N'AVONS JAMAIS ACCEPTÉ LES ENVAHISSEURS



Les vieux apprennent aux enfants le maniement des armes. Ils leur apprennent également l'histoire dont ils sont dépositaires, dont on se conte les épisodes d'une génération à l'autre. «A Smara, il y a eu des manifestations nombreuses contre les occupants espagnols, en 1970, en 1972, le 18 novembre 1974 lors de la manifestation de toutes les femmes du Sanara, en mai 75 pour la mission de l'ONU».

«Mais les vieux de mon âge ont connu le temps où le Sahara était dirigé par l'Ait Arbin, assemblée de gens élus par le peuple. Depuis cette époque quand l'ennemi venait on le repoussait». Le visage ridé, parlant lentement, le grand vieillard est intervenu dans la conversation quand elle a porté sur la mobilisation de la population de Smara.

## LA FRANCE VOULAIT LE SAHARA

Après avoir envahi le Maroc, la Mauritanie et l'Algérie, la France voulait le Sahara et nous l'avons combattue avec

beaucoup de force. En 1931, par exemple, à El Gueïra dans l'est du Saguiat el Hamra, nous avons récupéré beaucoup d'armes. Il y eut de nouvelles batailles dans la région de Ahmeyem. Les combats durèrent trois jours et aujourd'hui encore on trouve des squelettes. De nombreux martyrs sont tombés, Mohamed Ould Khalil, Mohamed Ould Jiyd et bien d'autres. Nous avons récupéré 400 fusils et fait prisonniers des tirailleurs qui ont été libérés plus tard. Il y eut également l'attaque des tirailleurs sénégalais commandée par le lieutenant Gérard. A la bataille de Kedia D'idjil, Gérard est tombé sur le champ de bataille.

A partir de la Mauritanie, les Français ont également organisé des expéditions. Nos troupes se rassemblaient à Guelta, quand elles apprirent que les Français accompagnés de Mauritanais sont entrés sur notre territoire. Nous sommes partis à leur rencontre. La bataille eut lieu à Toujénine. Nous avons tué trois lieutenants et trois adjudants ainsi que beaucoup de soldats. Nous avons eu vingt morts et vingt blessés.

Après ils organisèrent deux forces pour nous attaquer : la première avec Sid Ahmed Teguedi et la seconde avec Sid Ahmed Megueza. La première partit à l'attaque de Smara. Elle fut décimée. La seconde venue pour lui porter renfort fut harcelée pendant plusieurs jours. Les deux Sid Ahmed ont pris la fuite quand ils ont vus que la bataille ne tournait pas en leur faveur.

## NOUS AVONS NOTRE HISTOIRE

Nous avons notre histoire, qui n'est ni l'histoire du Maroc, ni l'histoire de la Mauritanie. Le monde doit reconnaître nos droits sur ce territoire que nous avons toujours défendu. Nous n'avons jamais connu d'envahisseur aussi sanguinaire. Pourtant le Maroc n'a aucun droit sur notre pays. Nous avons eu des relations fraternelles avec les autres peuples, mais si le Maroc avait contrôlé le Sahara, il y aurait des traces, des mosquées, des bâtiments pour les représentants du roi. Il n'y a que les traces des martyrs de notre peuple.

Nous n'admettrons jamais l'oppression, nous n'avons jamais accepté les envahisseurs sur notre territoire. Nous demandons l'indépendance, sans aucune tutelle du peuple sahraoui.

## LES MEMBRES DE LA DJEMAA

### Le colonialisme nous a vendus

«Le colonialisme espagnol a vendu notre territoire à des gens qui n'ont aucun droit dessus». Deux membres du Conseil National Sahraoui qui ont fait partie de la Djemaa expliquent : «Le 14 novembre, date de l'annonce de l'accord tripartite, les membres de la Djemaa ont compris le danger de cet accord qui était un moyen de sauvegarder les intérêts de l'impérialisme dans la région. Des chioukhs et de nombreuses personnalités ont compris cela et ont rejoint les lieux de la révolution, en accord avec les membres de la Djemaa, ils ont prononcé sa dissolution».

Le 30 novembre à Gueïra, un accord s'est réalisé pour la création du Conseil National Sahraoui, composé de 41 membres que le peuple a choisis.

Le colonialisme espagnol, avec le roi, prétend que seul un membre de la Djemaa peut être représentant du peuple sahraoui. La djemaa est une création du colonialisme. C'était une façon de sauvegarder les intérêts de l'Espagne et de prolonger sa présence dans le territoire sahraoui. Aussi le roi croyait-

il que c'était des gens plus facile à manier. Il n'en est rien. Il a essayé d'acheter les gens, pourtant il a vu 87 chioukhs et personnalités lui tourner le dos. Il en est réduit aujourd'hui à rechercher des gens nouveaux».

## UNITÉ AVEC LE PEUPLE

«Le colonialisme espagnol nous a vendu comme si nous étions sa propriété». Plutôt qu'être traités comme du bétail, le cheikh d'El Aïoun, le Cadi de Mahbès, le «grs richard» de Smara qui a laissé 35 millions de pesetas, quatre magasins, deux à El Aïoun et deux à Smara, derrière lui, les membres de la djemaa réunis à la même table, ici, ont choisi de suivre leur peuple, de partager son exil, de se placer sous l'autorité du Front Polisario, autorité sahraouie, plutôt que de se soumettre à une autorité étrangère.

- Chioukhs : chefs traditionnels.
- Djemaa : assemblée de 101 membres, mise en place par l'Espagne.
- Cadi : sorte de juge.